

# RAPPORT ANNUEL 2021



# 3 QUESTIONS À

## Florence Lustman Présidente de France Assureurs



*Nous sommes au cœur d'une transformation économique et sociétale qui nous donne l'opportunité de réaffirmer toute la valeur de l'assurance.*

Florence Lustman, réélue à la présidence de France Assureurs en juin 2022 pour un mandat de trois ans, revient sur les enjeux qui ont mobilisé le secteur de l'assurance au cours des dernières années. Elle évoque les défis à relever pour mieux accompagner les Français dans leur vie quotidienne et explique comment le processus de transformation de France Assureurs, mené depuis un an, renforce l'agilité de la Fédération.

### Quel regard portez-vous sur votre premier mandat à la présidence de France Assureurs ?

**Florence Lustman :** La crise sanitaire nous a donné l'occasion de tester la force de notre collectif à la fois sur le plan de la solidité financière et de la résilience opérationnelle. Et les entreprises d'assurance ont continué à assumer pleinement leur mission de protection des assurés dans un contexte de crise sanitaire sans précédent.

Cette crise était aussi un moment intense qui nous a aidés à nous poser les bonnes questions et à déployer une vision de long terme au profit de la relance économique permise par l'épargne des Français. Les assureurs ont réaffirmé leur rôle moteur en matière de relance et d'innovation, en soutenant les entreprises *via* le programme "Relance Durable France", lancé par France Assureurs et la Caisse des Dépôts, mais aussi à travers leurs investissements directs dans l'économie productive. Ils ont également été des partenaires incontournables des pouvoirs publics avec des dispositifs tels que les "Prêts Participatifs Relance", les "Obligations Relance", les fonds "Tibi" ou encore le Label "Relance".

Lors de notre conférence de presse de mars dernier consacrée aux résultats de l'année 2021, nous avons annoncé que le secteur de l'assurance avait retrouvé les tendances d'avant la crise sanitaire à l'image du reste de l'économie : en assurance vie, le marché a rebondi pour atteindre des cotisations records, proches du seuil symbolique des 150 milliards d'euros ; en assurance santé et prévoyance, après le ralentissement de 2020, le marché a retrouvé une croissance de + 4,8 %, proche de celle des dix dernières années ; en assurance de dommages et de responsabilité, le marché a bénéficié de la reprise économique et affiché une croissance de + 4,9 %. La solvabilité des entreprises et des groupes d'assurance, qui avait bien résisté à la crise sanitaire, s'est renforcée avec une marge de solvabilité qui représente, fin 2021, plus de 2,5 fois le niveau requis.

En résumé, mes premières années de mandat ont été l'occasion de réaffirmer le rôle clé des assureurs dans la société et de réaffirmer la valeur d'une fédération unie.

*La crise sanitaire nous a donné l'occasion de tester la force de notre collectif.*

## Quels sont les défis que les assureurs devront relever dans les prochaines années ?

**Florence Lustman :** Nous vivons dans un monde de plus en plus risqué où le besoin de protection n'a jamais été aussi fort. Notre rôle est de mobiliser toutes les énergies de l'assurance pour faire avancer la société en confiance et de nous positionner comme les partenaires privilégiés des pouvoirs publics pour cette mission de protection.

Notre société doit relever trois grands défis. Le premier est celui de la transition démographique qui exige de faciliter l'accès de tous aux meilleurs soins, de protéger la santé au travail et de trouver des solutions pour financer les situations de dépendance liées à l'âge. Le second défi d'importance est celui de la souveraineté économique, qui implique d'accélérer la transition vers une économie durable, de faciliter l'innovation et de former les compétences de demain sur tous nos territoires. Enfin le défi de la transition environnementale et sociale suppose des investissements responsables, le recours croissant à l'économie circulaire et une meilleure préparation des populations aux aléas naturels dans un but de prévention.

Parce que nous sommes aux côtés des assurés, au plus près de leurs besoins, parce que nous sommes des acteurs clés du financement de l'économie, mais aussi parce que nous sommes des employeurs, ces trois grands défis sont aussi les nôtres. Nous sommes au cœur d'une transformation économique et sociétale qui nous donne l'occasion de réaffirmer toute la valeur de l'assurance.

*Notre rôle est de mobiliser toutes les énergies de l'assurance pour faire avancer la société en confiance et de nous positionner comme les partenaires privilégiés des pouvoirs publics.*

France Assureurs porte les propositions de ses membres auprès des responsables politiques et notamment des ministères avec lesquels nous travaillons et échangeons au quotidien. Le champ d'action des assureurs étant très vaste, l'éventail de nos interlocuteurs l'est aussi : de l'Économie et des Finances à l'Intérieur, en passant par la Santé, l'Éducation nationale, le Logement mais aussi le Travail. Pour préparer les élections présidentielle et législatives de 2022, nous avons élaboré et publié de nombreuses notes de position ainsi que six livres blancs présentant l'analyse et les pistes d'action des assureurs sur différents grands thèmes : la santé, la dépendance liée à l'âge, l'emploi qualifié, l'assurance vie, la transition écologique et la protection des données. Ces prises de position claires et proactives nous sont très utiles dans nos échanges avec toutes les parties prenantes.

En tant que présidente de France Assureurs, j'aborde mon nouveau mandat avec la volonté d'accroître le rayonnement de l'assurance en France et à l'international. La prévention,

l'acculturation aux risques, l'éducation financière et l'attractivité professionnelle de notre secteur, qui passe notamment par la pédagogie autour des métiers de l'assurance, seront à l'évidence des axes de travail forts.

## Le processus de transformation de la Fédération, initié fin 2020, se poursuit. En quoi entend-il contribuer à la valorisation du rôle sociétal de l'assurance ?

**Florence Lustman :** Le retour d'expérience de l'année 2020 et une consultation approfondie de nos membres ont fait émerger trois axes de travail à prioriser pour répondre aux attentes exprimées par les assureurs vis-à-vis de notre action : la communication auprès du grand public pour mieux expliquer le rôle de l'assurance, le renforcement de notre proactivité et l'anticipation des grands sujets pour mieux contribuer au débat public, ainsi que la simplification du fonctionnement interne de notre Fédération. Ces orientations ont guidé toutes nos actions en 2021.

En mettant en œuvre une méthode plus participative, associant nos collaborateurs, nous nous sommes dotés d'une raison d'être : « Mobiliser toutes les énergies de l'assurance pour faire avancer la société en confiance ». Nous avons aussi renforcé notre participation au débat public. Afin de faciliter celle-ci et d'accroître sa lisibilité, nous avons adopté, en 2022, une nouvelle identité visuelle et le nom d'usage « France Assureurs ».

Nous avons lancé un site Internet totalement rénové pour faciliter l'accès à l'information et mis en ligne une plateforme réunissant les propositions de notre secteur à destination des décideurs et du grand public. La transformation interne de notre Fédération a, par ailleurs, permis de renforcer la transversalité et la dimension collaborative de nos travaux ainsi que d'adapter le traitement des sujets à leurs différentes temporalités, de l'hyper-réactivité à l'expertise au long cours.

*Notre Fédération est devenue plus agile et plus réactive face aux enjeux de société et aux demandes qui lui sont adressées.*

Nous avons clairement renforcé notre capacité transformative : notre Fédération est devenue à la fois plus agile et plus réactive face aux enjeux de société et aux demandes qui lui sont adressées par nos membres, mais aussi par les assurés et les pouvoirs publics.

# SOMMAIRE

## **3 QUESTIONS À FLORENCE LUSTMAN** 2

## **FOCUS QUELQUES ACTIONS PHARE DE L'ANNÉE 2021** 5

L'ASSURANCE PROTÈGE .....	7
L'ASSURANCE FINANCE .....	10
L'ASSURANCE EMPLOIE .....	12

## **FRANCE ASSUREURS, UNE FÉDÉRATION EN MOUVEMENT** 14

## **TABLEAU DE BORD DE L'ASSURANCE EN 2021** 20

L'environnement économique et financier en 2021 .....	22
---	----

Le secteur de l'assurance en 2021 .....	24
---	----

## **L'activité des assurances de personnes en 2021** 25

LES CONTRATS D'ASSURANCE VIE ET DE CAPITALISATION .....	26
LES RENDEMENTS DE L'ASSURANCE VIE .....	27
L'ASSURANCE DANS LE PATRIMOINE DES MÉNAGES .....	27
L'ASSURANCE SANTÉ ET LA PRÉVOYANCE .....	28

## **L'activité des assurances de biens et de responsabilité en 2021** 29

L'AUTOMOBILE .....	30
LES DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS ...	30
LES DOMMAGES AUX BIENS DES PROFESSIONNELS ET AGRICOLES .....	31
LA RESPONSABILITÉ CIVILE (RC) GÉNÉRALE .....	31
LES TRANSPORTS .....	32
LA CONSTRUCTION .....	32
LES ÉVÉNEMENTS NATURELS .....	33

## **L'activité financière de l'assurance en 2021** 35

LES PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE .....	35
LES RÉSULTATS .....	37
LA SOLVABILITÉ DES ENTREPRISES .....	37

## **L'activité des assureurs français à l'international** 39

## **CAHIER STATISTIQUE** 41

# LES ACTIONS PHARE DE L'ANNÉE 2021



# Synthèse des actions phare des assureurs en 2021

**En 2021, les assureurs ont poursuivi leurs missions, aux côtés des assurés particuliers et professionnels, dans l'intérêt de la société tout entière, dans un contexte économique et sociétal encore affecté par la crise liée à la pandémie de Covid-19.**



## L'assurance protège

En 2021, les assureurs se sont mobilisés pour une société mieux protégée et plus durable en soutenant l'innovation et en menant des actions de prévention des risques naturels, notamment *via* leur association Assurance Prévention. À l'occasion du Congrès mondial de la nature de septembre 2021 et de la COP 26 en novembre 2021, les assureurs se sont engagés en faveur de la biodiversité et de la durabilité en adoptant des principes d'action concrets. Dans un contexte où le changement climatique préoccupe l'ensemble des citoyens, France Assureurs a publié son étude « Impact du changement climatique sur l'assurance à l'horizon 2050 » qui chiffre l'évolution du coût des sinistres climatiques sur les trente prochaines années.

Dans le domaine de la santé, les assureurs ont su adapter leur offre dans le contexte de la pandémie, par exemple en prenant à leur charge jusqu'à quatre consultations de psychologue. Ils ont également mis en œuvre et financé le dispositif du « 100% santé » et œuvré pour simplifier la vie des usagers du système de soins, en contribuant à la généralisation du tiers payant dans les établissements de santé. Les assureurs ont, par ailleurs, été force de proposition sur la santé et la dépendance. France Assureurs a publié deux livres blancs, adressés aux pouvoirs publics et aux candidats dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle de 2022, présentant des propositions visant à mieux articuler la complémentarité entre l'assurance maladie obligatoire et les complémentaires santé et à apporter des solutions de financement aux Français face à la dépendance liée à l'âge.

Tout au long de l'année 2021, les assureurs ont continué à mener de nombreuses actions de prévention des risques routiers, dans le cadre de la convention quinquennale de partenariat État-Assureurs avec trois objectifs prioritaires : la lutte contre les principaux facteurs de risque, la réduction des accidents de deux-roues motorisés et l'éducation routière, notamment auprès des jeunes.



## L'assurance finance

Au-delà de leur rôle de financeurs de l'économie productive et de la dette publique, les assureurs ont été des acteurs majeurs de la relance durable grâce à leur programme d'investissement « Relance Durable France », à leur mobilisation pour les fonds « Tibi » et à leur implication dans la conception et le lancement des « Prêts Participatifs Relance » et des « Obligations Relance » en soutien aux PME-ETI. En 2021, les assureurs ont également rejoint le réseau international d'investisseurs responsables, la *Net Zero Asset Owner Alliance* (NZAOA) et signé les *Principles for Responsible Investment* (PRI). France Assureurs s'est mobilisée dans le cadre de la révision de la directive européenne Solvabilité II, afin de préserver la capacité d'investissement à long terme des assureurs au service de la relance économique et de la transition écologique.



## L'assurance emploie

En 2021, grâce à un dialogue social dynamique et constructif, les assureurs ont mis en place deux accords de branche structurants : le premier en faveur de la mixité, de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les sociétés d'assurance, et le second relatif au télétravail. Ils ont poursuivi la promotion de l'apprentissage et des métiers de l'assurance auprès des jeunes, notamment *via* le renouvellement de leur partenariat avec l'Association pour l'emploi des cadres (Apec). Ils se sont aussi mobilisés pour l'intégration des personnes en situation de handicap en milieu professionnel en mettant en place un comité chargé de définir et de mettre en œuvre la politique « handicap » de la branche.



## L'assurance protège

LES ASSUREURS, ENGAGÉS POUR UNE SOCIÉTÉ  
MIEUX PROTÉGÉE ET PLUS DURABLE

**Protection des assurés, durabilité, santé, dépendance, prévention... : en 2021 les assureurs ont à nouveau démontré leur engagement auprès de leurs assurés et de la société. Ils ont pris part au débat public et émis de nombreuses propositions en faveur d'une société encore mieux protégée et plus durable.**

### Les assureurs engagés pour la prévention des risques naturels

En tant qu'acteurs clés de la protection des populations, les assureurs sont aux côtés des assurés pour indemniser les sinistres et réparer les dommages causés par les aléas naturels (sécheresse, inondation, submersion marine, tempête, grêle...). En 2021, la présidente de France Assureurs s'est rendue à plusieurs reprises dans les Alpes-Maritimes, à la rencontre des personnes touchées par la tempête Alex d'octobre 2020 et des élus locaux qui se mobilisent pour répondre aux besoins de ces derniers. En matière de prévention, les assureurs contribuent au développement d'une culture du risque au sein de la société. France Assureurs s'est ainsi associée à la Mission

Risques Naturels (MRN) pour lancer la web série « Minutes de l'innovation cat-nat et climatique », présentant des solutions innovantes portées par les assureurs en matière de prévention des risques naturels, dont dix épisodes ont été diffusés au cours de l'année 2021. À l'issue des travaux d'un groupe d'experts, réuni sous l'égide de France Assureurs, la MRN a publié en juillet 2021 un référentiel de résilience du bâti aux aléas naturels dans l'objectif de favoriser la protection des constructions face à ces aléas.

Le 13 octobre 2021, à l'occasion de la Journée internationale pour la réduction des risques de catastrophe, Assurance Prévention, l'association de prévention de France Assureurs, a dévoilé une étude

## 9 840

**C'est le nombre moyen de nouveaux sinistres en habitation que les assureurs ont gérés chaque jour en 2021, parmi lesquels 670 sinistres liés à des événements climatiques**

inédite montrant que si les Français sont conscients des risques naturels, ils sont nombreux à ne pas connaître les comportements à adopter pour prévenir leurs conséquences et réagir de manière appropriée lorsqu'ils surviennent. Forte de ce constat, Assurance Prévention a lancé une campagne digitale de sensibilisation « Risques naturels, les gestes qui sauvent » et a conçu, en partenariat avec la Mission Risques Naturels, une série de supports pédagogiques sur l'attitude à privilégier avant, pendant et après une inondation, une tempête, un feu de forêt, un séisme...

### Les assureurs engagés en faveur de la durabilité

À l'occasion du Congrès mondial de la nature de septembre 2021, afin de faire connaître la mobilisation des assureurs face au défi de la biodiversité, la présidente de France Assureurs, Florence Lustman, a publié une tribune intitulée « Assureurs et biodiversité : tout le monde sur le pont ». En novembre 2021, lors de la COP 26, où France Assureurs était pour la première fois invitée en tant qu'observateur accrédité, les assureurs se sont engagés à promouvoir le recours aux pièces détachées issues de l'économie circulaire (automobile), à privilégier la réparation des biens endommagés plutôt que leur remplacement (habitation) et à développer la filière du réemploi (construction).

## 11,7 milliards d'euros

C'est le montant des prestations versées par les assureurs santé en 2021

## + 357 millions d'euros

C'est le coût de la mise en œuvre de la réforme du 100 % santé pour les assureurs en 2021



### L'IMPACT DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR L'ASSURANCE À L'HORIZON 2050

En octobre 2021, France Assureurs a publié son étude « Impact du changement climatique sur l'assurance à l'horizon 2050 ». Cette étude, actualisant une première publication de 2015, chiffre l'évolution du coût des sinistres climatiques dans les trente prochaines années en dissociant le coût lié au changement climatique en lui-même de celui imputable à des facteurs purement

économiques ou situationnels. Elle présente des conclusions, péril par péril (sécheresse, inondation, submersion marine, tempête), et confirme que le coût des sinistres liés aux aléas naturels continuera de croître au rythme d'un doublement sur les trente ans à venir. L'étude souligne que la prévention et la diffusion d'une culture du risque naturel au sein des populations sont des atouts clés à activer dans l'objectif d'améliorer la résilience de notre pays face au changement climatique.

→ [Pour consulter l'étude, rendez-vous sur franceassureurs.fr](https://franceassureurs.fr)

### Les assureurs, force de proposition sur la santé et la dépendance liée à l'âge

En 2021, les assureurs santé ont plus que jamais accompagné les Français en leur apportant une offre de services encore plus personnalisée. Dans le contexte de la crise liée à la pandémie de Covid-19, France Assureurs, la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF) et le Centre technique des institutions de prévoyance (CTIP) ont pris collectivement l'engagement de rembourser au moins quatre consultations de psychologue, à chaque personne protégée par un contrat complémentaire santé jusqu'à fin 2021. Par ailleurs, France Assureurs est partenaire de l'initiative publique/privée « IMPACT - Accélérateur d'Innovation en Santé Mentale » qui a sélectionné des start-up de l'e-santé proposant des solutions innovantes afin de remédier aux ruptures du parcours de soins en santé mentale. En 2021, les assureurs ont aussi contribué à simplifier le tiers payant à l'hôpital en signant, le 18 mai, un accord-cadre pour le pilotage du dispositif « Remboursement des organismes complémentaires » (ROC) dans les établissements de santé à l'issue des travaux conduits avec les équipes du ministère des Solidarités et de la Santé et de la direction générale des Finances publiques. Enfin, les assureurs ont mis en œuvre et financé le dispositif du « 100% santé », permettant aux Français d'accéder à un ensemble de soins et d'équipements (optique, audiologie, dentaire) intégralement remboursés, après intervention de l'Assurance maladie obligatoire et de la complémentaire santé.



### LE LIVRE BLANC SANTÉ DE FRANCE ASSUREURS

Dans le cadre de la campagne pour l'élection présidentielle 2022, France Assureurs a publié, en octobre 2021, un livre blanc intitulé « Redessiner l'assurance santé au bénéfice d'un système créateur de valeur pour tous les Français ». Ce document présente des propositions concrètes pour améliorer la complémentarité entre l'assurance maladie obligatoire et les complémentaires santé, au service de nos concitoyens pour un système de santé plus efficient.

→ [Pour consulter ce livre blanc, rendez-vous sur franceassureurs.fr](https://franceassureurs.fr)

Dans le cadre de la campagne présidentielle de 2022, France Assureurs a par ailleurs publié deux livres blancs consacrés aux thèmes de la santé et de la dépendance liée à l'âge.

### Les assureurs engagés pour la prévention des risques routiers

Les assureurs ont continué, tout au long de l'année 2021, à mener de nombreuses actions de prévention des risques routiers, dans le cadre de la convention quinquennale de partenariat État-Assureurs (2017-2021) avec trois objectifs prioritaires : la lutte contre les principaux facteurs de risque, la réduction des accidents de deux-roues motorisés et l'éducation routière, notamment auprès des jeunes.

La piste d'éducation routière CRS-Assurance Prévention, programme de sensibilisation du public adolescent destiné à prévenir les accidents de deux-roues en proposant une initiation aux spécificités de la conduite de deux-roues motorisés, a été successivement présente dans plusieurs villes de France en 2021. En mai 2021, Assurance Prévention a lancé « Trott'Safe », premier module de formation en ligne gratuit à destination des utilisateurs et futurs utilisateurs de trottinettes et autres engins de déplacement personnel motorisés (EDPM). En juin 2021, l'association de prévention a lancé une campagne « Sur la route, cultivons la prudence » dédiée à la conduite des véhicules agricoles, recourant notamment à trois agriculteurs « influenceurs » pour diffuser les conseils pour bien rouler. En septembre 2021, plus de 780 élèves et leurs enseignants ont été récompensés pour leurs initiatives en matière de prévention des risques routiers, dans le cadre de la 8<sup>e</sup> édition des Clés de l'éducation routière, par les associations Assurance Prévention et Prévention Routière, lors d'une cérémonie organisée au ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports.

# 22 300

nouveaux sinistres en automobile gérés chaque jour en 2021 par les assureurs

### LE LIVRE BLANC DÉPENDANCE DE FRANCE ASSUREURS



En décembre 2021, France Assureurs a publié un livre blanc intitulé « Construire une nouvelle solution solidaire et transparente face à la dépendance liée à l'âge ». Ce livre blanc présente une solution assurantielle concrète, coconstruite avec la FNMF, destinée à mieux prendre en charge la dépendance totale. Cette proposition répond aux préoccupations des Français, mises au jour par une enquête France Assureurs-OpinionWay réalisée auprès des Français.

Ainsi, les assureurs proposent la création d'un nouveau « contrat de complémentaire santé responsable », incluant systématiquement une garantie en cas de dépendance lourde. Ce contrat permettrait à une majorité de nos concitoyens de disposer des moyens pour faire face à la perte d'autonomie. Grâce à une large mutualisation, son tarif serait unique.

→ Pour consulter ce livre blanc : rendez-vous sur [franceassureurs.fr](https://franceassureurs.fr)

### LA PRÉVENTION DES CHUTES CHEZ LES SENIORS

L'édition 2021 de la Journée Prev'Attitude d'Assurance Prévention, l'association de prévention des assureurs, a été consacrée à la sensibilisation au risque de chute des seniors. Ces chutes sont à l'origine de 10 000 décès par an chez les plus de 65 ans. Elles entraînent de nombreux handicaps et accélèrent la perte d'autonomie. L'objectif est de sensibiliser sur les comportements préventifs adaptés permettant de les éviter.



→ Pour en savoir plus, rendez-vous sur [assurance-prevention.fr](https://assurance-prevention.fr)

### LA LUTTE CONTRE L'OBÉSITÉ DANS LES TERRITOIRES ULTRAMARINS

En septembre 2021, Assurance Prévention a lancé un programme de prévention de l'obésité sur l'île de La Réunion, territoire concerné par une forte prévalence de ce problème de santé. Cette expérimentation, parrainée par le ministère des Outre-mer et conduite en partenariat avec l'association Fédérons les villes pour la santé (FLVS), a notamment décliné le programme dédié aux enfants « Bouge avec les Zactifs » d'Assurance Prévention. Le programme « Vivons en forme » (VIF), axé sur l'alimentation, l'activité physique et le bien-être, a été déployé dans quatre villes de l'île.



## L'assurance finance

LES ASSUREURS, ACTEURS MAJEURS DU FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DE LA RELANCE DURABLE

Les assureurs sont des acteurs majeurs du financement de l'économie qui investissent massivement dans les entreprises et la dette publique. En 2021, ils ont aussi soutenu l'innovation et la relance durable, notamment dans le contexte de crise lié à la pandémie de Covid-19.

### 238 milliards d'euros

C'est le montant total des cotisations en assurance en 2021, dont 148,6 milliards en assurance vie et capitalisation, 63,2 milliards en assurance de biens et responsabilité et 26,6 milliards en assurance santé et prévoyance

#### Les assureurs, financeurs de la French Tech avec les fonds « Tibi »

Les assureurs sont les principaux contributeurs du programme « Tibi », lancé en 2020 par la présidence de la République, dans l'objectif de créer un écosystème dense de financement en faveur des jeunes start-up françaises, afin qu'elles puissent devenir de grandes entreprises technologiques. Lors de l'événement « Financer la IV<sup>e</sup> révolution industrielle », organisé le 7 juin 2021 au ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, un premier bilan de cette initiative a été dressé. Parmi les 21 investisseurs du programme, 15 assureurs se sont mobilisés avec des investissements atteignant près de 3,4 milliards d'euros à fin 2021. Les

assureurs se mobilisent ainsi en faveur de la French Tech, notamment de la biotech et de l'innovation en santé.

#### « Relance Durable France », le pari réussi des assureurs

Dès le mois de juillet 2020, en pleine crise sanitaire et économique, les assureurs ont lancé le plan d'investissement « Relance Durable France » aux côtés de la Caisse des Dépôts, destiné à soutenir la relance dans les secteurs économiques particulièrement touchés. Ce programme d'investissement propose des solutions de financement à long terme à des entreprises présentant des perspectives de croissance et s'engageant à respecter des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

Le montant engagé de ce programme d'investissement s'élève à 2,5 milliards d'euros. Le premier bilan de cette initiative est très positif : plus de la moitié des fonds ont déjà été déployés et plus de 500 entreprises des secteurs de l'industrie, des services, du tourisme et de la santé en ont bénéficié.

### « Prêts Participatifs Relance » et « Obligations Relance » : les assureurs soutiennent les investissements des PME-ETI

Les assureurs ont joué un rôle moteur aux côtés de la direction générale du Trésor, des principaux groupes bancaires français, de l'AFG, de France Invest et des gérants d'actifs pour coconstruire en 2021 les « Prêts Participatifs Relance » et les « Obligations Relance ». Ces dispositifs visent à soutenir la reprise économique et à développer l'emploi en soutenant les PME-ETI dans leur croissance et leur transformation. Ils sont destinés à des entreprises ayant des plans d'affaires ou d'investissement robustes nécessitant un renforcement de leurs fonds propres à long terme. La taille des fonds, structurés et financés par les assureurs, destinés à alimenter la capacité d'investissement des PME-ETI est respectivement de 11 milliards d'euros pour les « Prêts Participatifs Relance » et de 1,7 milliard d'euros pour les « Obligations Relance ». Les critères ESG sont pris en compte pour la sélection des entreprises émettrices des « Obligations Relance ». Les assureurs ont ainsi poursuivi en 2021 leur mobilisation en faveur de la reprise économique.

### France Assureurs rejoint les réseaux internationaux d'investisseurs responsables

En 2021, France Assureurs a rejoint, en tant que partenaire institutionnel, l'alliance internationale d'investisseurs institutionnels *Net Zero Asset Owner Alliance* (NZAOA) qui s'engagent à réduire à zéro les émissions de gaz à effet de serre de leurs portefeuilles d'investissement, avec le soutien de l'ONU. La Fédération est également devenue signataire des *Principles for Responsible Investment* (PRI), un réseau d'acteurs engagés pour l'investissement responsable. À travers ce partenariat, France Assureurs poursuit son action en faveur de la finance durable et accompagne ses membres dans leurs démarches d'intégration des enjeux ESG dans leurs politiques d'investissement et de transition des portefeuilles vers une neutralité carbone d'ici 2050.

## UN GUIDE POUR DES INVESTISSEMENTS RESPECTUEUX DE LA BIODIVERSITÉ



En septembre 2021, France Assureurs a publié le guide « **Assurance et biodiversité : enjeux et perspectives** » qui propose un répertoire d'actions pour agir concrètement en faveur de la biodiversité. Ce guide a pour objectif de partager les meilleures pratiques et d'inciter les assureurs à jouer un rôle dans la préservation des écosystèmes *via* leurs politiques de prévention et de sensibilisation, leurs pratiques de souscription et leurs stratégies d'investissement.

→ Pour consulter ce guide, rendez-vous sur [www.franceassureurs.fr](http://www.franceassureurs.fr)

## 1 677 milliards d'euros

C'est le montant investi par les assureurs français dans les entreprises à fin 2021, avec une progression de +19 % dans les PME et ETI

## SOLVABILITÉ II : PRÉSERVER LA CAPACITÉ D'INVESTISSEMENT À LONG TERME DES ASSUREURS



En juillet 2021, France Assureurs a publié ses propositions pour faire du secteur de l'assurance un moteur essentiel de la relance et de la transition écologique dans le cadre de la révision de la directive européenne Solvabilité II, fixant le régime de solvabilité applicable aux entreprises d'assurance au sein de l'Union européenne. Ses propositions ont été portées auprès des responsables politiques français et européens. L'objectif est de préserver le rôle économique

et sociétal du secteur de l'assurance en allégeant les contraintes excessives et en soutenant les investissements et produits de long terme.

→ Pour consulter ce document, rendez-vous sur [www.franceassureurs.fr](http://www.franceassureurs.fr)

+ 22 %

C'est la progression des placements verts des assureurs fin 2021, sur un an



# L'assurance **emploi**

LES ASSUREURS AU CŒUR DU DIALOGUE SOCIAL ET DE L'ANTICIPATION

**Le secteur de l'assurance est un secteur dynamique qui, grâce à un dialogue social constructif, s'adapte en permanence aux évolutions économiques et démographiques tout en anticipant les mutations de la société. En 2021, les assureurs l'ont encore prouvé avec la signature de deux accords de branche structurants ainsi qu'à travers leur engagement en faveur de l'apprentissage des jeunes.**

## **Des accords de branche pionniers**

En février 2021, France Assureurs et cinq organisations syndicales (CFDT, CFE-CGE, CFTC, FO et UNSA) ont officialisé un accord de branche en faveur de la mixité, de la diversité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les sociétés d'assurance, en présence d'Élisabeth Moreno, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances. Cet accord poursuit quatre objectifs : favoriser les politiques d'inclusion et lutter contre toute forme de discrimination ; atteindre une égalité professionnelle et de rémunération réelle entre les femmes et

les hommes ; lutter contre le harcèlement sexuel, les agissements et les violences sexistes au travail ; et poursuivre une politique inclusive en faveur des publics spécifiques.

En novembre 2021, un accord sur le télétravail a été conclu entre la Fédération et quatre organisations syndicales (CFDT, CFE-CGC, CFTC, UNSA) afin de faciliter, sécuriser et intensifier le télétravail au sein des entreprises d'assurance. Cet accord clarifie l'environnement juridique régissant le télétravail, facilite la négociation d'entreprise et prend en compte les risques du télétravail en matière de santé et de sécurité. Il s'accompagne aussi de mesures concrètes : période d'adaptation au moment du passage en télétravail, délai de motivation de la réponse en cas de refus

de l'employeur, augmentation du forfait télétravail exonéré de charges sociales... L'assurance a été l'une des premières branches à se doter d'un accord sur le télétravail.

## **254 000**

**salariés dans le secteur de l'assurance sur l'ensemble des territoires français**

52 %

**de femmes  
parmi les cadres  
de l'assurance**

### La promotion de l'apprentissage et des métiers de l'assurance auprès des jeunes

Les entreprises d'assurance accueillent chaque année de nombreux jeunes en alternance (plus de 6 400 en 2021) et leur offrent des perspectives d'embauche à l'issue de leur période d'apprentissage. Le 6 septembre 2021, LeMonde.fr a publié une tribune de Florence Lustman, cosignée avec les présidents de la Fédération Syntec et de la Fédération bancaire française, soulignant la nécessité de soutenir le développement de l'apprentissage dans l'enseignement supérieur. Les trois présidents y affirment notamment que « le développement de l'apprentissage dans les universités et grandes écoles permet de lutter efficacement contre les inégalités sociales et territoriales » et d'aider les jeunes à trouver leur place dans la société. En partenariat avec l'opérateur de compétences Atlas et les trois autres branches de l'assurance (agents généraux d'assurances, sociétés

de courtage, sociétés d'assistance), les sociétés d'assurance ont activement contribué à la création du portail Internet de référence Jassuremonfutur.fr, destiné à promouvoir le secteur et ses métiers, notamment auprès des jeunes. L'enjeu est notamment de diversifier les profils de recrutement et d'attirer de nouveaux talents.

Plus de  
**6 400**

**alternants accueillis  
dans les entreprises  
d'assurance au  
31 décembre 2021**

### UN PARTENARIAT RENOUVELÉ AVEC L'APEC

Après un premier accord signé en 2015, France Assureurs et l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) ont renforcé leur collaboration en signant, le 17 mai 2021, une nouvelle convention de partenariat de deux ans. L'enjeu est de valoriser les métiers de l'assurance et les opportunités d'emploi du secteur auprès des cadres, en ciblant notamment les jeunes diplômés. L'objectif est aussi de favoriser la diversité, l'inclusion et l'égalité femmes-hommes dans le secteur, conformément aux orientations stratégiques de la branche, et de soutenir l'insertion professionnelle des publics rencontrant des difficultés sur le marché de l'emploi. Cette convention se déploie *via* des actions communes innovantes sur l'ensemble du territoire : ateliers de présentation des métiers par l'Apec avec l'appui des « Ambassadeurs des métiers de l'assurance », création d'événements à l'attention des cadres ou futurs cadres en situation de handicap, actions en faveur des jeunes issus des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)...



### LES ASSUREURS MOBILISÉS EN FAVEUR DE L'INTÉGRATION DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

Le Comité Handicap, créé en 2021 au sein de France Assureurs, regroupe les référents handicap des entreprises d'assurance. Il a pour ambition de définir et mettre en œuvre la politique handicap de la branche, construite autour de trois axes forts : la communication, les partenariats et la sensibilisation. Les actions se traduisent par une participation aux événements dédiés aux personnes en situation de handicap (salons, forums...), par la coanimation de webinaires à destination des publics handicapés en partenariat avec les acteurs de l'inclusion (Apec, Agefiph, Cap Emploi...) par la mise en place d'ateliers thématiques à destination des managers et recruteurs de l'assurance. Les entreprises d'assurance s'engagent en faveur de l'emploi des personnes en situation de handicap et développent une politique active d'inclusion. L'enjeu est de faire connaître les métiers handicapés au plus grand nombre afin de développer l'emploi des travailleurs en situation de handicap.

# FRANCE ASSUREURS, UNE FÉDÉRATION EN MOUVEMENT



# Les instances de la Fédération et sa gouvernance

La Fédération dispose de plusieurs instances de décision et de concertation : l'Assemblée générale, le Comité de présidence, le Conseil exécutif ainsi que 12 commissions permanentes.



► **Florence Lustman,**  
Présidente

## Le Comité de présidence

Le Comité de présidence réunit la présidente et les trois vice-présidents de la Fédération, désignés le 5 juillet 2022 pour un mandat de trois ans.



► **Patrick Cohen,**  
président de la Fédération Française des Sociétés Anonymes d'Assurance (FFSAA), directeur général d'AXA France



► **Thierry Martel,**  
président de l'Association des Assureurs Mutualistes (AAM), directeur général de Groupama Assurances Mutuelles



► **Philippe Perret,**  
président du Groupement Français des Bancassureurs, directeur général de Société Générale Assurances

## Le Conseil exécutif

Le Conseil exécutif est composé de la présidente de France Assureurs et de 23 sociétés membres.

- ▶ **Patrick Cohen**,  
directeur général, AXA France
- ▶ **Thierry Martel**,  
directeur général, Groupama Assurances Mutuelles
- ▶ **Philippe Perret**,  
directeur général, Société Générale Assurances
- ▶ **Bruno Angles**,  
directeur général, AG2R La Mondiale
- ▶ **François Codet**,  
directeur général, Assurances du groupe BPCE
- ▶ **Adrien Couret**,  
directeur général, Aéma Groupe
- ▶ **Stéphane Dedeyan**,  
directeur général, CNP Assurances
- ▶ **Pascal Demurger**,  
directeur général, MAIF
- ▶ **Philippe Dumont**,  
directeur général adjoint, Crédit Agricole S.A., en charge du pôle Assurances
- ▶ **Renaud Dumora**,  
directeur général adjoint, BNP Paribas
- ▶ **Walter Eraud**,  
directeur général, Swiss Re France
- ▶ **Paul Esmein**,  
directeur général adjoint, Covéa
- ▶ **Pierre Esparbes**,  
directeur général, groupe SMA
- ▶ **Nicolas Gomart**,  
directeur général, groupe MATMUT
- ▶ **Jean-Laurent Granier**,  
président-directeur général, Generali France
- ▶ **Patrick Jacquot**,  
président-directeur général, Assurance Mutuelle des Motards
- ▶ **Patricia Lacoste**,  
président-directeur général, PREVOIR
- ▶ **Romain Launay**,  
Deputy CEO SCOR Global P&C, CEO Specialty Insurance, groupe SCOR SE
- ▶ **Sylvain Mortera**,  
directeur général, Aréas Assurances
- ▶ **Tanguy Polet**,  
directeur général, Swiss Life France
- ▶ **Pierre Reichert**,  
directeur général, groupe Assurances du Crédit Mutuel
- ▶ **Véronique Brionne**,  
présidente, Chubb France
- ▶ **Fabien Wathlé**,  
directeur général, Allianz France

Un trésorier est désigné par le Conseil exécutif.

- ▶ **Antoine Lissowski**,  
trésorier

## Les commissions

Les membres siégeant au sein des instances de France Assureurs travaillent sur les sujets relatifs au secteur de l'assurance. Les commissions thématiques coordonnent les travaux des comités et des groupes de travail qui leur sont rattachés.

- ▶ **Commission de déontologie**,  
présidée par **Laurent Leveneur**,  
professeur à l'Université Panthéon-Assas
- ▶ **Commission des assurances de personnes**,  
présidée par **Jean Malhomme**,  
directeur épargne et prévoyance, AXA France
- ▶ **Commission des assurances de dommages et de responsabilité**,  
présidée par **Stéphane Duroule**,  
directeur général, MAAF Assurances S.A.
- ▶ **Commission numérique**,  
présidée par **Yann Arnaud**,  
directeur réponses besoins sociétaux et innovation,  
Macif (Aéma Groupe)
- ▶ **Commission des affaires sociales**,  
présidée par **Véronique Jolly**,  
directrice générale adjointe en charge des ressources humaines et des relations sociales, groupe Matmut
- ▶ **Commission économique et financière**,  
présidée par **Thomas Béhar**,  
directeur général adjoint, CNP Assurances
- ▶ **Commission juridique, fiscale et de la concurrence**,  
présidée par **Angélique Sellier Levillain**,  
directrice juridique, Allianz France
- ▶ **Commission d'analyse des risques**,  
présidée par **Jean-Christophe Mérer**,  
directeur des risques groupe, CNP Assurances
- ▶ **Commission de la distribution**,  
présidée par **Antoine Mattei**,  
directeur distribution réseau Agents généraux et pilotage économique tous réseaux, Axa France
- ▶ **Commission de la réassurance**,  
présidée par **Anne-Marie Cical**,  
chief underwriting officer Europe, SCOR Global P & C
- ▶ **Commission de lutte contre le blanchiment**,  
présidée par **Mourad Djemili**,  
secrétaire général du métier Assurances de personnes,  
Assurances du groupe BPCE
- ▶ **Commission du développement durable**,  
présidée par **François Garreau**,  
responsable de la mission RSE auprès du Comex,  
Generali France

# La Fédération se transforme

Fin 2020, la Fédération a lancé un vaste plan de transformation afin de renforcer son agilité et sa réactivité vis-à-vis des enjeux de société. Le processus de transformation s'est concrétisé en 2021 par l'adoption d'une raison d'être et, en 2022, par celle du nom d'usage France Assureurs, ainsi que par le lancement d'un nouveau site et l'élaboration de propositions, portées dans le débat public.

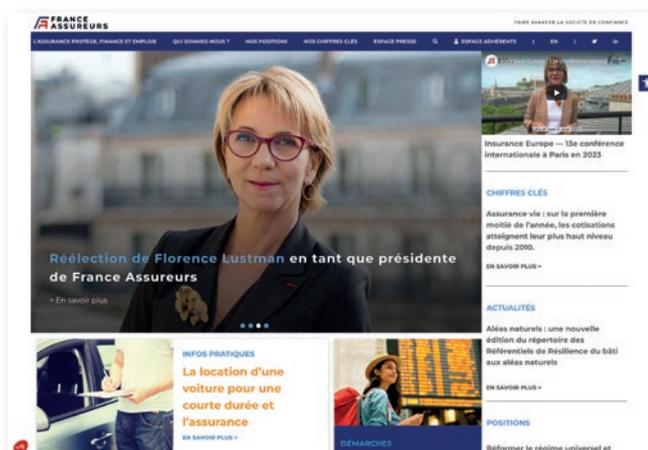
## La raison d'être de la Fédération

En juin 2021, la Fédération Française de l'Assurance a dévoilé sa raison d'être, « Mobiliser toutes les énergies de l'assurance pour faire avancer la société en confiance », qui explicite son rôle : représenter ses membres, valoriser et faire comprendre la mission de l'assurance pour ses clients et pour la société tout entière. Cette raison d'être a été élaborée en lien avec les collaborateurs de la Fédération, dans une démarche participative.

## Le nom d'usage France Assureurs

La Fédération a adopté, le 5 janvier 2022, le nom d'usage « France Assureurs ». Ce nouveau nom lui permet de renforcer sa visibilité et la lisibilité de ses actions dans l'espace public. Il traduit le rôle institutionnel de la Fédération et valorise le rôle sociétal joué par les assureurs.

## Le nouveau site Internet franceassureurs.fr



France Assureurs s'est dotée d'un nouveau site Internet afin de rendre plus accessibles et plus lisibles l'ensemble de ses travaux, mais également de mieux porter ses messages clés et prises de position. Cette nouvelle vitrine présente notamment des dossiers thématiques ainsi que de nombreuses actualités et informations, structurées autour de trois grands piliers : protéger, financer et employer. Le nouveau site a également accueilli la plateforme « Présidentielle 2022 » réunissant les propositions du secteur au service des Français dans la perspective des élections présidentielle et législatives 2022.

## La Fédération, force de proposition dans le débat public

Dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielle et législatives de 2022, la Fédération a souhaité faire entendre la voix des assureurs sur les sujets de société cruciaux pour les Français sur lesquels le secteur de l'assurance, du fait de son expérience et de son engagement, est en capacité d'apporter des propositions concrètes : santé et dépendance, relance économique, transition écologique et grands risques climatiques. Dans cet objectif, France Assureurs a lancé une plateforme collaborative sur son site Internet, destinée aux candidats aux élections, aux responsables politiques, mais aussi au grand public. Elle y a publié six livres blancs et 11 notes de position, élaborés au sein de ses instances, exposant les propositions des assureurs. Afin de nourrir le débat autour des sujets phare de sa plateforme « Présidentielle 2022 », France Assureurs a réuni une équipe de spécialistes « Les décrypteurs », pour en décoder les enjeux.

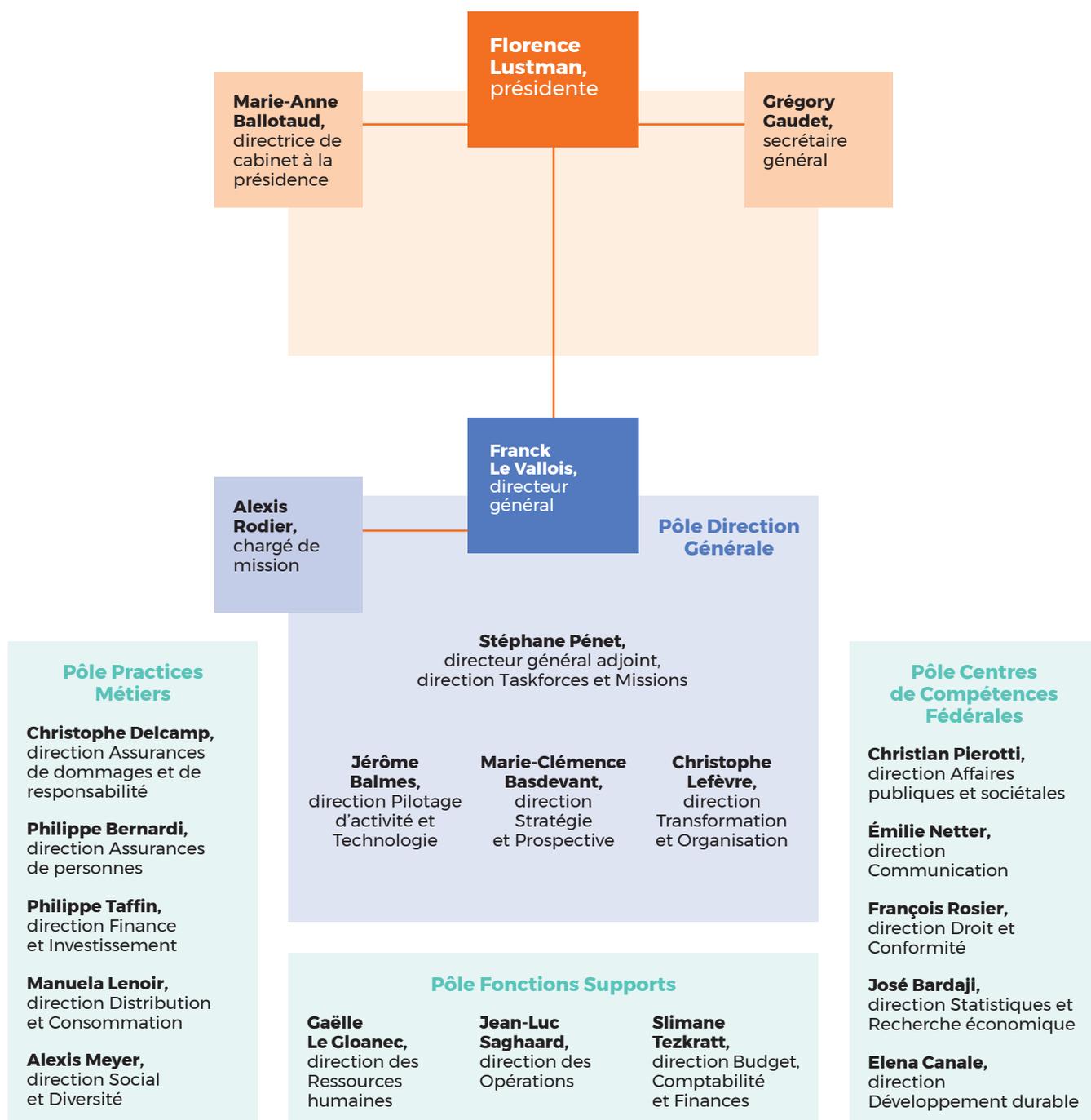
## La transformation interne de France Assureurs

France Assureurs a fait évoluer son organisation interne en regroupant ses services au sein de pôles dédiés : un pôle « pratiques métiers », un pôle « centres de compétences fédérales » et un pôle « fonctions supports ». Cette réorganisation lui permet de fluidifier les rapports entre ses équipes afin de rendre un meilleur service à ses membres et de répondre avec agilité aux défis qu'elle doit relever.

*Mobiliser toutes les énergies de l'assurance pour faire avancer la société en confiance*

# L'équipe de France Assureurs

La Fédération est une équipe de 148 collaborateurs, experts et engagés, qui travaillent au quotidien au service des adhérents de France Assureurs. Leur mission est de valoriser le secteur de l'assurance, qui apporte prévention, protection et résilience aux acteurs de la société.



# L'écosystème de France Assureurs



## LE GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE, ADMINISTRÉ PAR FRANCE ASSUREURS

GPSA (Gestion professionnelle des services de l'assurance) a pour mission de gérer l'ensemble des moyens nécessaires à l'activité des organismes professionnels membres : ressources humaines, comptabilité-finances, moyens généraux-logistique, locaux et informatique.

Président : **Franck Le Vallois**

Vice-président : **Stéphane Pénet**

Administrateurs : **Philippe Poiget** et **Catherine Traca**

Directrice générale : **Catherine Armand**

### Les organismes membres du GPSA sont :

ADSA (Association pour le dialogue social dans l'assurance), AGIRA (Association pour la gestion des informations sur le risque en assurance), AIAE (Association pour l'indemnisation des assurés d'Europavie), ALFA (Agence pour la lutte contre la fraude à l'assurance), AREDOC (Association pour l'étude de la réparation du dommage corporel), BCF (Bureau central français), ARGOS (Groupement d'assureurs français pour l'identification, la recherche et la récupération des véhicules et autres biens mobiliers déclarés volés en vue d'une indemnisation), AAM (Association des Assureurs Mutualistes), BCR (Bureau central de répartition), BCAC (Département technique), FGAP (Fonds de garantie des assurances de personnes), G20, GAREAT (Gestion de l'assurance et de la réassurance des risques attentat et actes de terrorisme), GATS (Groupement d'assurance de la transfusion sanguine), GCA (Gestion des conventions d'assurances), GTAM (Groupement temporaire d'assurance médicale), GTREM (Groupement temporaire de réassurance médicale), MARC (Moyens d'administration de réassurance construction), La Médiation de l'Assurance, MRN (Mission Risques Naturels), OEMA (Observatoire de l'évolution des métiers de l'assurance), ORIAS (Organisme pour le registre des intermédiaires en assurance), SACRA (Société d'assurances de consolidation des retraites de l'assurance), SRA (Sécurité et réparation automobiles) et Université de l'Assurance.

## L'ASSOCIATION DE PRÉVENTION DES ASSUREURS

Assurance Prévention est l'association des assureurs français au service de la prévention des risques du quotidien.

La prévention fait partie intégrante du métier d'assureur. C'est aussi une cause au service de laquelle tous les assureurs s'engagent, indissociable de leur responsabilité sociétale.

Les assureurs mènent en leur nom propre de nombreuses campagnes de prévention et ont également décidé de s'investir dans des actions collectives au sein d'Assurance Prévention.

### Les missions d'Assurance Prévention

- ▶ Porter les sujets prévention au nom de France Assureurs
- ▶ Concevoir et déployer des actions de sensibilisation aux risques routiers, de santé, domestiques et naturels vers le grand public, seule ou en partenariat avec d'autres organismes
- ▶ Constituer un pôle de référence pour l'analyse des données chiffrées sur les risques du quotidien

Président : **Patrick Jacquot**

Secrétaire générale : **Cécile Martin**

# LE TABLEAU DE BORD DE L'ASSURANCE EN 2021



# SOMMAIRE

<b>L'environnement économique et financier en 2021</b> .....	22
<b>Le secteur de l'assurance en 2021</b> .....	24
<b>L'activité des assurances de personnes en 2021</b> .....	25
LES CONTRATS D'ASSURANCE VIE ET DE CAPITALISATION .....	26
LES RENDEMENTS DE L'ASSURANCE VIE .....	27
L'ASSURANCE DANS LE PATRIMOINE DES MÉNAGES .....	27
L'ASSURANCE SANTÉ ET LA PRÉVOYANCE .....	28
<b>L'activité des assurances de biens et de responsabilité en 2021</b> .....	29
L'AUTOMOBILE .....	30
LES DOMMAGES AUX BIENS DES PARTICULIERS .....	30
LES DOMMAGES AUX BIENS DES PROFESSIONNELS ET AGRICOLES .....	31
LA RESPONSABILITÉ CIVILE (RC) GÉNÉRALE .....	31
LES TRANSPORTS .....	32
LA CONSTRUCTION .....	32
LES ÉVÉNEMENTS NATURELS .....	33
<b>L'activité financière de l'assurance en 2021</b> .....	35
LES PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE .....	35
LES RÉSULTATS .....	37
LA SOLVABILITÉ DES ENTREPRISES .....	37



# L'environnement économique et financier en 2021

**Les soutiens des politiques budgétaires et monétaires, conjugués aux campagnes de vaccination contre la Covid-19, ont permis aux économies de rebondir en 2021.**

En 2021, l'activité économique mondiale a rebondi dans un très grand nombre de pays. Aux États-Unis, la croissance du PIB enregistre une hausse de +5,7% après le recul de -3,4% en 2020. En zone euro, le rebond est proche (+5,4% en 2021) mais la chute avait été plus marquée (-6,3% en 2020). La France enregistre également une très nette reprise de l'activité avec une croissance du PIB de +6,8% (après -7,9% en 2020).

Trois principaux facteurs sont à l'origine de cette reprise. D'abord, les banquiers centraux ont très rapidement réagi en prenant des mesures d'ampleur dès les premiers jours de la crise. Avec le programme d'achats d'urgence face à la pandémie et le lancement d'opérations de refinancement à plus long terme à taux négatifs à destination des banques, la Banque centrale européenne a vu la taille de son bilan croître très sensiblement, passant de 39% du PIB de la zone euro à fin 2019 à 70% à fin 2021. Ensuite, les gouvernements ont pris des mesures budgétaires afin de soutenir la demande des acteurs économiques. Aux stabilisateurs économiques sont ainsi venues s'ajouter des impulsions budgétaires d'ampleur dès l'année 2020 qui ont principalement porté leurs fruits sur l'année 2021. En cumul sur les années 2020 et 2021, ce sont l'équivalent de 3,5 points de pourcentage du PIB pour la zone euro et 2,9 points pour la France. Enfin, les campagnes de vaccination contre la Covid-19 ont permis de limiter les contaminations et le développement de formes graves et de mettre progressivement fin aux périodes de confinement et de restrictions.

**Cette reprise rapide s'est accompagnée de tensions inflationnistes en fin d'année, alimentées par les prix de l'énergie et par des tensions sur les facteurs de production.**

Aux États-Unis, la hausse de l'inflation a été particulièrement précoce. Après un point bas de +0,1% en mai 2020, l'inflation a augmenté très rapidement dès le mois de mars 2021 (+2,6%) pour finir l'année sur un plus haut de 40 ans (+7,0%). En zone euro, la hausse de l'inflation a été plus lente à se dessiner. Après un point bas de -0,3% en fin d'année 2020, l'inflation a progressé quasi-continûment tout au long de l'année 2021 pour terminer fin décembre sur une hausse de +5,0%. La France enregistre une évo-

lution voisine quoique moins marquée encore : après le point bas à 0,0% en décembre 2020, l'inflation s'élève à 3,4% en décembre 2021<sup>(1)</sup>.

Outre la nette reprise économique évoquée supra, la hausse des prix de l'énergie et les tensions sur les facteurs de production ont été les principaux carburants de ces nettes reprises de l'inflation. Le baril de Brent s'élève à 78 \$ à fin 2021, en hausse de +50% sur un an. En zone euro, le taux de chômage s'établit à 7,0% en fin d'année 2021, niveau inférieur à celui d'avant-crise. Enfin, les industriels signalent des goulots de production à un niveau record en France dès le troisième trimestre de l'année 2021.

**Les marchés boursiers ont accompagné cette reprise avec des croissances à deux chiffres dans un environnement de taux d'intérêt encore très bas.**

Cette reprise a ainsi bénéficié d'un environnement de taux d'intérêt toujours très bas. Les bons du trésor à 3 mois s'établissent à -0,69% en fin d'année 2021, niveau quasi-identique à celui de fin 2020. L'Obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans termine l'année 2021 à +0,19%, en hausse de 54 points de base par rapport à fin 2020. Pour autant, l'OAT à 10 ans n'est que légèrement positive en moyenne sur l'année, à +0,01%, contre -0,15% en 2020.

En parallèle, les marchés boursiers ont sensiblement rebondi : +28,9% pour l'indice Cac 40, +15,8% pour le Dax et +18,7% pour le Dow Jones.

**Bien qu'en recul, l'épargne des ménages demeure à un niveau très élevé.**

En 2021, le revenu des ménages a progressé de +4,0%. Le rebond de la consommation a été supérieur (+6,9%) de sorte que le taux d'épargne s'est replié. À 18,7%, il reste toutefois supérieur à son niveau d'avant-crise de 3,6 points de pourcentage. Le taux d'épargne financière s'est établi à 7,7%, soit 3,0 points de plus qu'en 2019. Conjugués au flux net d'endettement auprès des institutions financières, les placements financiers des ménages s'établissent à 163 milliards d'euros, niveau inférieur à celui de 2020 (195 Md€) mais supérieur à celui de 2019 (107 Md€).

1. Dans un souci de comparaison avec la donnée relative à la zone euro, il s'agit ici de l'indice des prix à la consommation harmonisé.

## CHIFFRES CLÉS DE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Niveau au 31 décembre 2021 ou évolution	
Taux 3 mois	-0,69 %
Taux 10 ans	0,19 %
CAC 40	7 153 pts (+28,9 %)
PIB en valeur (en Md€)	2 500,9 (+8,2 %)
Croissance du PIB en volume	+6,8 %
Croissance de la consommation des ménages en valeur	+6,9 %
Croissance de la consommation des ménages en volume	+5,2 %
Croissance du revenu disponible brut	+4,0 %
Taux d'épargne des ménages	18,7 %
Taux d'épargne financière des ménages	7,7 %
Flux net d'endettement auprès des institutions financières	88,4 Md€
Inflation (moyenne annuelle)	+1,6 %
Taux de chômage (au sens du BIT, moyenne annuelle)	7,9 %

Sources : Banque de France, Euronext, Insee.

# Le secteur de l'assurance en 2021

En 2021, le marché de l'assurance en France a repris des couleurs, bénéficiant d'abord d'une amélioration de la situation sanitaire qui a limité les périodes de confinement et les restrictions, et ensuite de la nette reprise de l'activité économique.

Le chiffre d'affaires du secteur de l'assurance progresse ainsi vivement, de +18,0% à 238,4 Md€. Par rapport à 2019, il est en hausse de +4,5%. Cette progression provient en premier lieu du

net rebond de l'activité en assurance vie et capitalisation (+27,7% après -19,5% en 2020). Les assurances de biens et de responsabilité des professionnels bénéficient de la nette reprise économique et croissent de +8,1% (après +1,1%). Bien que moindre, les marchés des assurances maladie et accidents corporels et de dommages des particuliers contribuent également à la bonne tenue d'ensemble (respectivement +4,8% et +3,0%).

## CHIFFRES CLÉS DE L'ASSURANCE - AFFAIRES DIRECTES FRANCE

	En Md€		
Cotisations	2020	2021	Évolution
<b>Ensemble</b>	<b>202,0</b>	<b>238,4</b>	<b>+18,0%</b>
Assurances de personnes	141,8	175,2	+23,6%
- Dont Vie et capitalisation	116,4	148,6	+27,7%
- Dont Maladie et accidents corporels	25,4	26,6	+4,8%
Assurances de biens et de responsabilité	60,2	63,2	+4,9%
- Dont Particuliers	38,2	39,3	+3,0%
- Dont Professionnels	22,0	23,8	+8,1%

Source : France Assureurs.

**Note :** en raison des arrondis, la somme des sous-postes n'est pas toujours égale au total.

# L'activité des assurances de personnes en 2021

En 2021, les cotisations des assurances de personnes sont en progression de 23,6% et s'établissent à 175,2 Md€ en affaires directes France.

Cette évolution est marquée à la fois par une hausse des cotisations d'assurance vie et des bons de capitalisation pour un montant de 148,6 Md€ (+27,7%) et une progression des cotisations relatives aux assurances santé et prévoyance (maladie et accidents corporels non automobile) qui atteignent 26,6 Md€ (+4,8%).

Par ailleurs, les prestations en assurance vie et capitalisation (126,2 Md€) sont en hausse de 6,3%. La charge des prestations en assurance maladie et accidents corporels s'établit à 20,6 Md€, en légère progression (+6,3%).

## CHIFFRES CLÉS DE L'ASSURANCE DE PERSONNES - AFFAIRES DIRECTES FRANCE

	2021	Évolution
En Md€		
<b>Cotisations</b>	<b>175,2</b>	<b>+23,6%</b>
<b>Vie et capitalisation</b>	<b>148,6</b>	<b>+27,7%</b>
Supports euros	90,7	+19,6%
Supports unités de compte <sup>1</sup>	57,9	+42,9%
<b>Maladie et accidents corporels</b>	<b>26,6</b>	<b>+4,8%</b>
Soins de santé	14,4	+4,8%
Incapacité-Invalidité-Dépendance-Décès accidentel	12,2	+4,8%
<b>Prestations</b>	<b>146,8</b>	<b>+5,7%</b>
<b>Vie et capitalisation</b>	<b>126,2</b>	<b>+6,3%</b>
Supports euros	102,5	+1,4%
Supports unités de compte <sup>1</sup>	23,7	+34,1%
<b>Maladie et accidents corporels<sup>2</sup></b>	<b>20,6</b>	<b>+2,3%</b>
Soins de santé	11,7	+6,8%
Incapacité-Invalidité-Dépendance-Décès accidentel	8,9	-3,1%
<b>Collecte nette (vie et capitalisation)</b>	<b>+22,4</b>	
Supports euros	-11,8	n.s.
Supports unités de compte <sup>1</sup>	+34,2	+49,8%
<b>Encours<sup>3</sup> (vie et capitalisation)</b>	<b>1 874,3</b>	<b>+4,3%</b>
<b>Provisions mathématiques</b>	<b>1 804,3</b>	<b>+4,1%</b>
Supports euros	1 314,8	+0,0%
Supports unités de compte <sup>1</sup>	489,5	+16,7%
<b>Provisions pour participation aux bénéficies</b>	<b>70,0</b>	<b>+9,5%</b>

1. Y compris les supports Eurocroissance.

2. Charge des prestations.

3. Provisions mathématiques + provisions pour participation aux bénéficies.

Source : France Assureurs.

## Les contrats d'assurance vie et de capitalisation

En 2021, les cotisations des contrats d'assurance vie et de capitalisation sont en forte hausse (+27,7% par rapport à 2020), et s'établissent à 148,6 Md€ (affaires directes France).

L'année 2021 est marquée par la très forte hausse des cotisations investies sur des unités de compte (+42,9%, à 57,9 Md€) et par la forte hausse des versements sur les supports en euros (+19,6%, à 90,7 Md€). La part des supports en unités de compte dans les cotisations s'établit à 39%, contre 35% en 2020.

Dans le même temps, les prestations enregistrent une hausse de +6,3% par rapport à l'année précédente et s'établissent à 126,2 Md€. Elles représentent 7,1% des encours.

Le rapprochement des cotisations aux prestations conduit à une collecte nette positive sur l'année 2021 de +22,4 Md€. Cette collecte nette a été orientée vers les supports en unités de compte (+34,2 Md€) alors que la collecte nette des supports en euros est négative (-11,8 Md€).

Les provisions mathématiques progressent de +4,1% et atteignent 1 804,3 Md€ au 31 décembre 2021. Les supports unités de compte représentent 27% de ces provisions (489,5 Md€) et sont en hausse sur l'année (+16,7%). La provision pour participation aux bénéfices progresse. Fin 2021, elle atteint 70,0 Md€, en hausse de 9,5% par rapport à 2020.



Source : France Assureurs.

## Les rendements de l'assurance vie

En 2021, le taux de rendement des supports euros est estimé à 1,3%, stable par rapport à 2020. Dans un contexte où les taux d'intérêt des obligations d'États sont restés bas, cette stabilité a été permise par la bonne tenue des marchés actions, actifs présents à hauteur d'un peu plus de 10% dans les fonds euros. Par ailleurs, les assureurs ont doté la provision pour participation aux bénéfices (PPB). Cette PPB atteint désormais 5,3% des provisions mathématiques (contre 4,9% en 2020).

En 2021, les supports en unités de compte (UC) ont enregistré une performance positive pour la troisième année consécutive. Estimée à +9,1% nette de frais, cette performance des supports en unités de compte est le reflet de la bonne tenue des marchés boursiers, couplée à une performance immobilière de +4,5%. La légère hausse des taux obligataires n'a que faiblement limité cette performance.

Enfin, la performance nette de frais des supports Eurocroissance est également positive pour la troisième année consécutive. Elle s'élève à +2,8% en 2021. Les garanties à terme des différents contrats étant variables, cette performance au niveau du marché masque une grande diversité de situations.

### TAUX DE RENDEMENT NETS DE FRAIS BRUTS D'INFLATION DE 2020

	En %	
	2020	2021
Assurance vie supports UC	+1,1	+9,1
Assurance vie supports Eurocroissance <sup>1</sup>	+0,3	+2,8
Assurance vie supports euros	1,3	1,3
Livret A et LDDS <sup>2</sup>	0,5	0,5
Livret soumis à l'impôt <sup>2</sup>	0,1	0,1
Inflation <sup>2</sup>	0,5	1,6

1. Rendement de l'actif.

2. Moyenne annuelle.

Sources : France Assureurs, Banque de France, ACPR, Insee.

## L'assurance dans le patrimoine des ménages

Fin 2021, le patrimoine des ménages<sup>1</sup>, qui est composé pour 63% par des actifs non financiers (immobilier, terrains, objets de valeur...) et pour 37% par des actifs financiers, est estimé à 16 079 Md€. Dans ce total, la part de l'assurance s'élève à 14%.

En 2021, l'encours des placements financiers des ménages enregistre une nouvelle hausse (+6,3%) qui s'avère légèrement supérieure à celle enregistrée en 2020 (+4,4%) mais moindre qu'en 2019 (+9,4%). L'assurance vie représente 36% du patrimoine financier des ménages, devant les titres (32%) et les autres principaux placements (28%).

Les flux de placements financiers des ménages en 2021 s'élèvent à 163 Md€, en baisse de plus de 16% par rapport à l'année record de 2020 (195 Md€). Cette diminution s'explique par un taux d'épargne financière des ménages moindre qu'en 2020 (18,7% contre 20,9% en 2020). Toutefois, la collecte nette de l'assurance vie, qui constituait seulement 2% du flux de placements en 2020, s'établit à 21% en 2021. Avec une part en recul de 11 points de pourcentage à 60%, les autres principaux placements enregistrent une baisse de flux net de 42 Md€.

### PLACEMENTS FINANCIERS DES MÉNAGES

	FLUX				STOCK		
	2019	2020	2021	Part	2020	2021	Part
<b>Actifs financiers</b>	<b>107</b>	<b>195</b>	<b>163</b>	<b>100 %</b>	<b>5 669</b>	<b>6 024</b>	<b>100 %</b>
- dont Assurance vie	37	4	35	21 %	2 137	2 161	36 %
- dont Autres principaux placements <sup>1</sup>	74	140	98	60 %	1 593	1 692	28 %
- dont Titres	-14	34	14	9 %	1 693	1 912	32 %
- dont Autres placements <sup>2</sup>	10	17	16	10 %	246	259	4 %

1. Dépôts banques résidentes, Livret A, LDDS, Livrets bancaires, LEP, LJ, CEL, PEL, PEP.

2. Billets et pièces, Créances d'assurance non-vie, Crédits, ICNE, Dépôts et cautionnements divers.

Source : Banque de France.

1. Le patrimoine des ménages (S14) considéré ici retient le patrimoine non financier et financier, hormis les autres comptes à recevoir ou à payer (F8).

## L'assurance santé et la prévoyance

Après la crise sanitaire, la reprise économique de 2021 a permis au marché de l'assurance santé et prévoyance de rebondir (+4,8% par rapport à 2020) pour atteindre 64,4 Md€<sup>1</sup> de cotisations. Cette croissance des cotisations est bien supérieure à celle constatée en moyenne par an sur les années précédentes (+2,7% sur la période 2011-2019). La croissance soutenue des cotisations se retrouve en particulier sur les contrats collectifs (+7,2% contre +2,4% pour les contrats individuels). Les entreprises d'assurance sont le principal acteur sur le segment des contrats individuels (53% des cotisations) et des contrats collectifs (41%).

**En santé**, l'équilibre technique se dégrade du fait d'une dynamique des dépenses supérieure à celle des cotisations.

Les cotisations s'élèvent à 40,1 Md€, en hausse de +4,1% sur un an, contre +2,3% en moyenne par an avant la crise sanitaire. Les contrats collectifs progressent plus vite que les contrats individuels (+6,0% et +2,3%), pour un total d'un peu plus de la moitié des cotisations de l'année (51%). Même si les mutuelles demeurent le premier acteur, la part des entreprises d'assurance poursuit sa progression (à 36%, +0,2 point de pourcentage) mais

à un rythme toutefois moindre que par le passé (+0,6 point de pourcentage en moyenne par an entre 2012 et 2019).

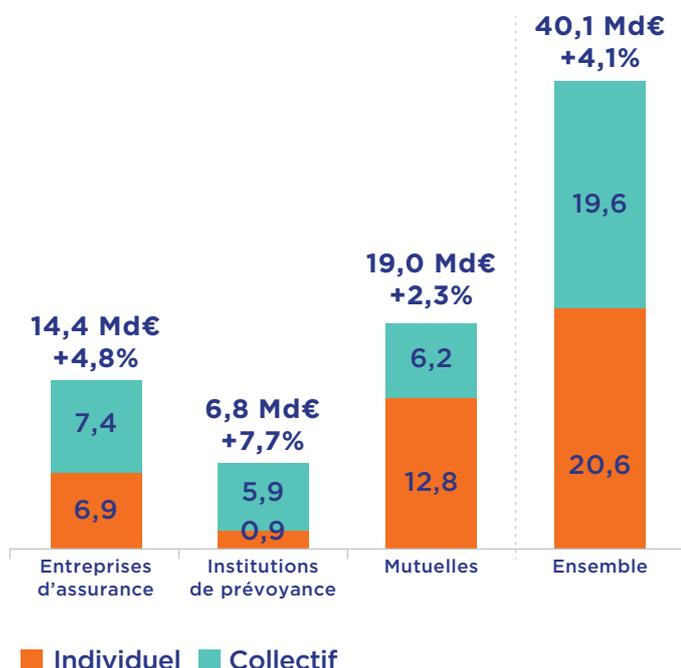
La charge des prestations est en hausse de +5,0% (à 33,6 Md€) portée par une nette augmentation des prestations versées (+15,4% par rapport à 2020 et +8,8% par rapport à 2019) du fait des nombreux rattrapages de soins. La moindre dynamique de la charge des prestations par rapport à celle des prestations provient de la contribution Covid (1,5 Md€ en 2020) ainsi que d'une reprise de provisions.

**En prévoyance**, l'équilibre technique revient sur les niveaux d'avant la crise sanitaire.

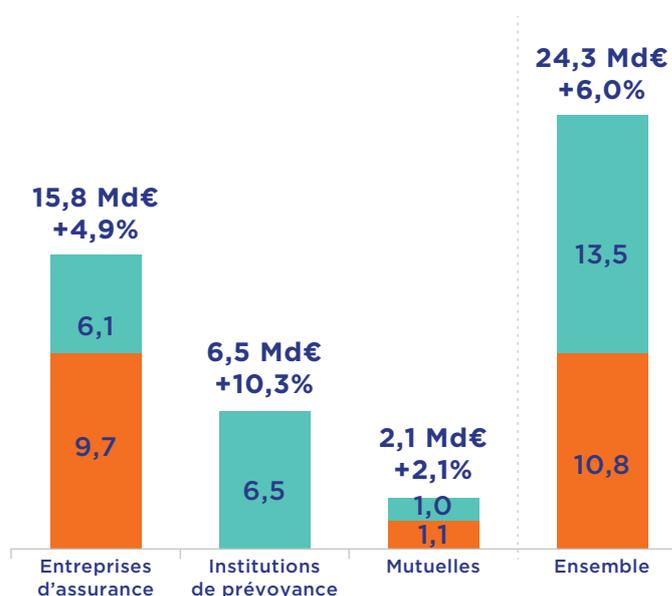
Les cotisations (incapacité/invalidité/dépendance/décès et hors contrats emprunteurs) s'élèvent à 24,3 Md€, en hausse de +6,0% sur un an, soit une croissance également supérieure à la croissance annuelle moyenne avant la crise (+3,4%). Les contrats collectifs représentent plus de la moitié des cotisations de l'année (56%) et sont plus dynamiques que les contrats individuels (+8,9% contre +2,6%). Malgré un léger recul, les entreprises d'assurance demeurent le premier acteur avec une part de marché de 65% (-0,7 point de pourcentage en un an mais +0,2 point de pourcentage par rapport à 2019).

La charge des prestations progresse faiblement, de +0,4% (à 18,0 Md€) du fait d'un recul pour les contrats collectifs (-2,9%).

### Cotisations en assurance santé en 2021



### Cotisations en assurance prévoyance en 2021



Sources : CTIP, France Assureurs, FNNF.

1. Chiffres consolidés des entreprises d'assurances, des institutions de prévoyance et des mutuelles.

# L'activité des assurances de biens et de responsabilité en 2021

En 2021, les cotisations des assurances de biens et de responsabilité s'établissent à 63,2 Md€. Elles progressent de +4,9 % sur l'année. Cette évolution masque des croissances contrastées. Elle est particulièrement dynamique pour les assurances des professionnels : +5,9 % en assurances de biens des professionnels et agricoles, +11,7 % en responsabilité civile générale, +16,6 % en assurance construction et +13,2 % en transport. Elle est plus mesurée pour les assurances de particuliers : +2,5 % en automobile et +3,4 % en assurances de biens aux particuliers. Les premières ont bénéficié de la nette reprise de l'activité économique tandis que la dynamique des secondes, moins sensibles à l'activité, a été freinée par des engagements pris par les assureurs pour soutenir leurs clients au moment de la crise liée à la pandémie de Covid-19 (annulation, gel et/ou réduction des primes).

La sinistralité globale en assurance de biens et responsabilité affiche une hausse des charges de prestations de +1,3 % en 2021 par rapport à 2020 qui masque des évolutions particulièrement contrastées, en miroir de celles enregistrées l'année passée : nette hausse en automobile (+8,4 %) et en dommages aux biens des particuliers (+10,9 %), mais net recul pour les dommages aux biens des professionnels et agricoles (-21,7 %) et pour les pertes pécuniaires diverses (-31,9 %).

Au global, le ratio combiné (rapport des prestations versées, des dotations aux provisions pour sinistres et des frais généraux au total des cotisations) de l'ensemble des assurances de biens et de responsabilité s'établit à 96,9 % en 2021, en hausse de 0,2 point de pourcentage par rapport à 2020.

## CHIFFRES CLÉS DE L'ASSURANCE DE BIENS ET DE RESPONSABILITÉ - AFFAIRES DIRECTES FRANCE

	2021	Évolution
<b>Cotisations</b>	<b>63,2</b>	<b>4,9 %</b>
Automobile	24,1	2,5 %
Biens des particuliers	12,1	3,4 %
Biens des professionnels et agricoles	8,7	5,9 %
Responsabilité civile générale	4,3	11,7 %
Construction	2,6	16,6 %
Transports	1,3	13,2 %
Catastrophes naturelles	1,8	3,4 %
Protection juridique	1,7	5,9 %
Crédit-caution	1,6	-4,1 %
Assistance	2,6	5,2 %
Pertes pécuniaires	2,5	13,0 %

Source : France Assureurs.

## L'automobile

En 2021, le chiffre d'affaires de l'assurance automobile progresse de +2,5 %, croissance légèrement plus faible que celle enregistrée l'année précédente (+3,0 %). Le nombre de véhicules de 1<sup>re</sup> catégorie assurés est en hausse de +1,4 %.

En termes de sinistralité, quelle que soit la garantie, les fréquences des sinistres augmentent sensiblement sous l'effet du retour quasi à la normale du trafic routier. Cette hausse se retrouve également dans les indicateurs de la Sécurité Routière avec un accroissement en 2021 du nombre de personnes tuées et du nombre de blessés. L'augmentation des coûts moyens, notamment celui des pièces détachées, conjuguée à la hausse des fréquences dégradent l'équilibre technique de la branche. Ainsi, au global, la charge des prestations de la branche automobile atteint 18,9 Md€ contre 17,5 Md€ en 2020.

En conséquence, le ratio combiné net de réassurance se dégrade. Il s'établit à 99,3 % des primes, soit une hausse de 4,7 points de pourcentage par rapport à 2020.

### Ratio combiné<sup>(1)</sup> en automobile



(1) Net de réassurance.

## Les dommages aux biens particuliers

En 2021, les cotisations du marché de l'assurance des dommages aux biens des particuliers progressent de +3,4 % après +3,8 % en 2020. Le nombre de contrats multirisque habitation est en hausse de 2,2 % sur l'année.

La charge des prestations augmente sensiblement, à 8,2 Md€ (après 7,4 Md€ en 2020, soit +10,9 %), sous l'effet notamment d'une hausse sensible des dégâts des eaux. Les sinistres relevant de la garantie Tempête, Grêle et poids de la Neige (TGN) ont une fréquence en net recul (-22,6 %) mais leur coût moyen affiche une croissance à deux chiffres (+26,4 %).

Ainsi, le ratio combiné comptable net de réassurance se dégrade. Il s'établit à 98,3 %, en hausse de 5,1 points de pourcentage par rapport à 2020.

### Ratio combiné<sup>(1)</sup> dommages aux biens particuliers



## Les dommages aux biens des professionnels et agricoles

Après un léger recul de -0,3% en 2020, les cotisations du marché des dommages aux biens des professionnels et agricoles progressent de 5,9% en 2021 pour représenter 8,7 Md€.

Frappée de plein fouet par la crise liée à la pandémie de Covid-19, la sinistralité de la branche avait progressé très fortement en 2020 (+47,4%). En 2021, les charges de prestations diminuent de -21,7% pour s'établir à 6,3 Md€, niveau qui reste significativement supérieur à celui d'avant-crise (5,5 Md€ en 2019).

Par ailleurs, la sinistralité des assurances récoltes a également été affectée par divers épisodes climatiques, notamment de gel, ayant entraîné d'importants dommages aux cultures.

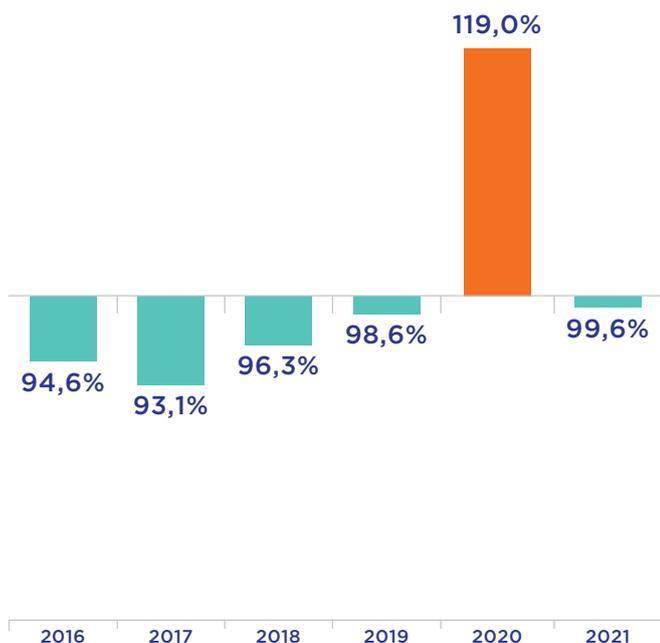
Au total, le ratio combiné net de réassurance s'établit à 99,6%, en diminution de -19,5 points de pourcentage par rapport à 2020.

## La responsabilité civile (RC) générale

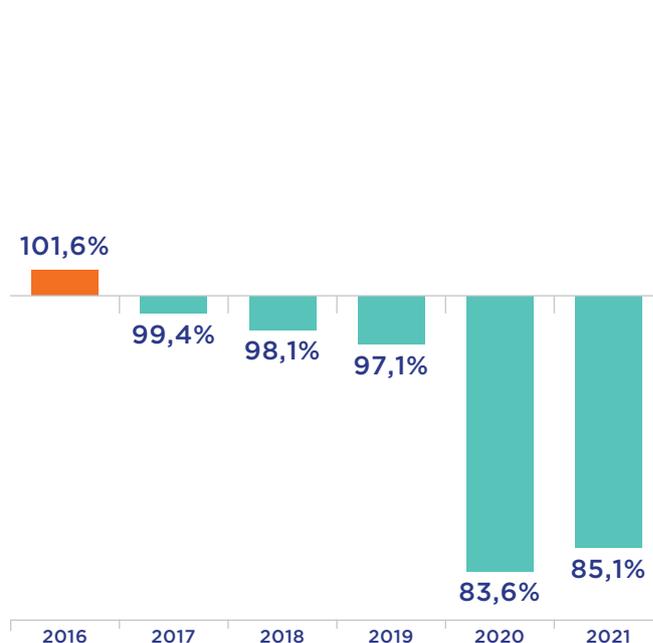
Après avoir légèrement diminué en 2020 (-0,9%), les cotisations de la branche augmentent de +11,7% en 2021 pour s'établir à 4,3 Md€. Le marché est très hétérogène, rassemblant des risques aussi différents que la RC Médicale, la RC du Bâtiment ou la RC des Entreprises de fabrication.

La charge des prestations s'établit à 2,4 Md€, en hausse de +5,5% par rapport à 2020. Quant au ratio combiné net de réassurance, il s'établit à 85,1%, en progression de +1,5 point de pourcentage par rapport à 2020.

Ratio combiné<sup>1</sup> dommages aux biens professionnels et agricoles



Ratio combiné<sup>1</sup> RC général



(1) Net de réassurance.

## Les transports

Le marché de l'assurance transport, limité aux affaires directes France, croît de +13,2% en 2021. Toutes affaires confondues (affaires directes et acceptations, France et hors France), le chiffre d'affaires de la branche s'établit à 2,1 Md€, en hausse de +12% (+8% à taux de change constant). En 2021, l'euro s'est déprécié de 8% par rapport au dollar, ce qui a amélioré les résultats car de nombreuses affaires de la branche sont souscrites en dollars.

À taux de change constant, la catégorie des corps, qui représente 37% du marché de l'assurance transport, a connu une hausse moins forte (+2%) que la catégorie des marchandises transportées (35% de l'assurance transport, +15%). L'assurance aviation, qui correspond à 24% du marché, connaît une hausse de 5%, alors que le transport aérien mondial de passagers est encore nettement en dessous de son niveau d'avant crise sanitaire (-66% en 2020 ; +22% en 2021). Le spatial (en base lancements) croît de 37% à taux de change constant (4% de l'assurance transport).

Le ratio combiné net de réassurance s'établit à 91,4%, en hausse de +1,4 point par rapport à 2020.

### Ratio combiné<sup>1</sup> transport



(1) Net de réassurance.

## La construction

Après la baisse observée en 2020, les cotisations de l'assurance construction ont fortement rebondi en 2021 (+16,6% après -3,3% en 2020) pour atteindre un niveau record à 2,6 Md€. Ce montant, jamais atteint auparavant, provient à la fois de la hausse de la RC Décennale (+16,5%) et de celle de la Dommages-Ouvrage (+16,9%). La branche a bénéficié de la reprise de l'activité avec une hausse sur l'année de la production du bâtiment de +19% et du nombre de logements mis en chantier de +12%.

Les charges de prestations sont également orientées à la hausse, à 2,7 Md€ soit +39,9%, là aussi à un niveau record. Elles sont tirées principalement par la Dommages-Ouvrage (+57,5%) mais aussi par la RC Décennale (+35,6%) qui représente 78% de ces charges. Le ratio combiné augmente fortement, passant à 122,9% en 2021 contre 105,2% en 2020.

### Ratio combiné<sup>1</sup> construction



## Les événements naturels

Pour la septième année consécutive, la branche des catastrophes naturelles reste déficitaire. Ces déficits successifs résultent des dommages consécutifs aux épisodes de sécheresse qui sévissent depuis 2016 et aussi de l'Ouragan Irma en 2017. L'année 2021 rompt cette tendance avec un épisode de sécheresse plus modéré, bien que significatif, qui pourrait in fine coûter 360 M€.

De ce fait, la charge des prestations de la branche des catastrophes naturelles s'établit à 1,3 Md€ en 2021. Quant au ratio combiné net de réassurance, il s'établit à 108,9% en 2021, en recul de -22,5 points de pourcentage par rapport à 2020.

### Ratio combiné<sup>1</sup> catastrophes naturelles



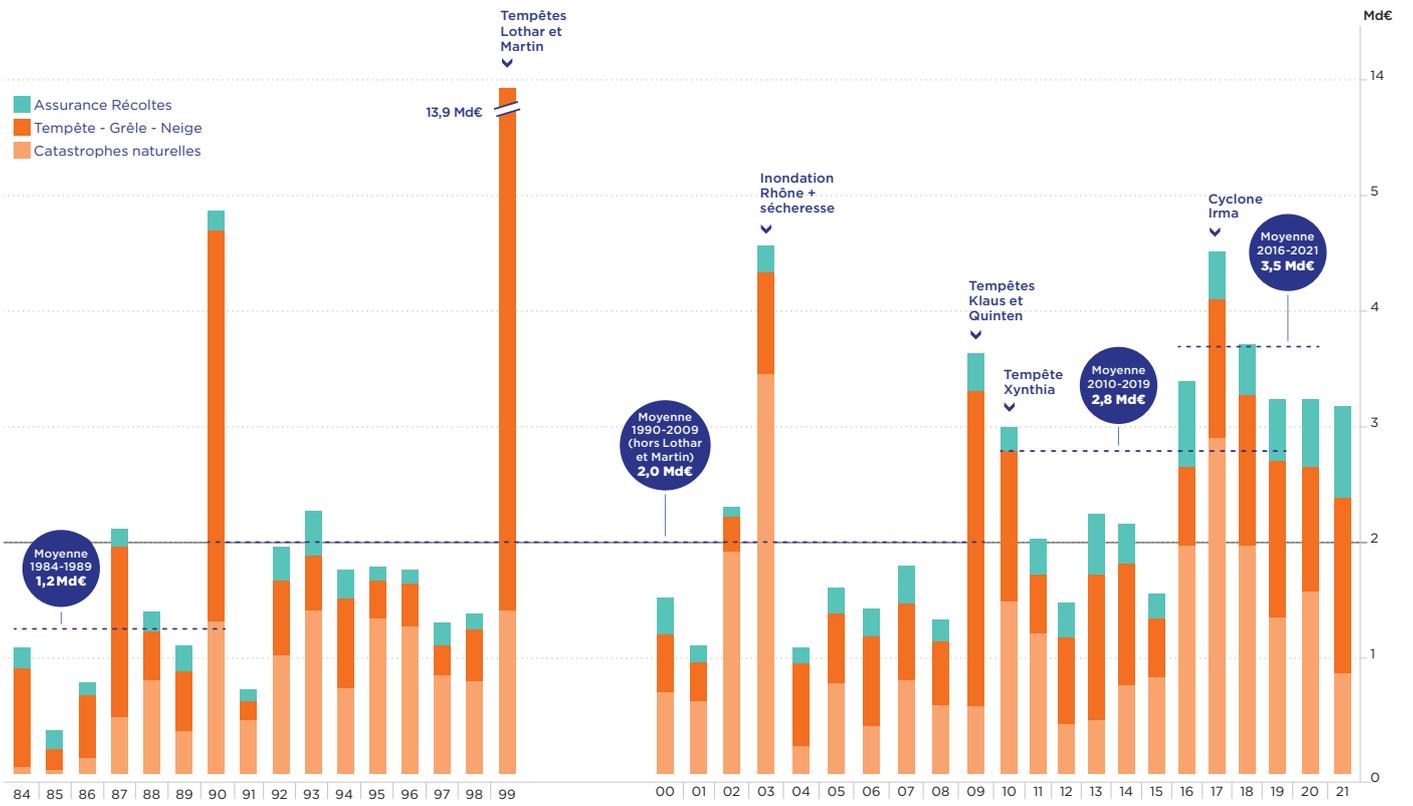
(1) Net de réassurance.

### ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES DE 2021 (Catastrophes naturelles, tempête grêle neige et assurances récoltes)

	Nombre de sinistres	Montant En M€
<b>Ensemble</b>	-	<b>3 050</b>
<b>Dont sinistres tempête, grêle et poids de la neige</b>	<b>nd</b>	<b>1 400</b>
- Dont orages et inondations en métropole du 16 au 23 juin	231 410	716
<b>Dont sinistres catastrophes naturelles (y compris sécheresse)</b>	<b>nd</b>	<b>900</b>
- Dont inondations en métropole du 28 janvier au 5 février	42 770	104
- Dont sécheresse	22 150	360
<b>Dont sinistres récoltes</b>	<b>nd</b>	<b>750</b>

Note : les chiffres estimatifs de la sinistralité d'un événement climatique incluent toutes les garanties mises en jeu.

Source : France Assureurs.



En euros constants 2021.

Source : France Assureurs.

# L'activité financière de l'assurance en 2021

## Les placements des entreprises d'assurance

L'assurance joue un rôle premier dans le financement de l'économie. En 2021, les sociétés d'assurance géraient un portefeuille d'actifs évalué en valeur de réalisation à 2 757 Md€<sup>(1)</sup>. Compte tenu de la nature de l'activité, l'assurance vie (et mixte) représente à elle seule 90 % de ces placements.

En 2021, la croissance de la valeur des placements a été modérée pour la deuxième année consécutive (+3,1 % après +2,3 % en 2020). Le phénomène de décollecte en euro, bien qu'en recul par rapport à son niveau exceptionnel de 2020 demeure élevé (-11,8 Md€ après -25,3 Md€). L'assurance vie a été portée par les seuls contrats en unités de compte (UC), qui ont bénéficié d'une collecte nette de +34,2 Md€ (après +22,8 Md€ en 2020). Au total, l'encours en UC atteint 504 Md€<sup>(2)</sup>.

Les marchés financiers ont évolué à la hausse sur l'année, portée par les perspectives de reprise post-crise sanitaire, mais également par l'inflation. Le CAC 40 finit ainsi l'année à +28,9%. Les

marchés étrangers affichent également un fort dynamisme avec notamment +15,8% pour le Dax et +18,7% pour le Dow Jones. A contrario, les taux des obligations sont en hausse sur l'année. Les taux des OAT à 10 ans ont atteint 0,19% à fin 2021 (+54 points de base par rapport à fin 2020). En conséquence, les indices *Markit Ibox souverain* et *corporate euro* se dégradent (respectivement -3,4% et -1,1%).

Fin 2021, les plus-values latentes s'établissent à 270 Md€, en baisse sur l'année (-5,2% par rapport à fin 2020). Les plus-values latentes obligataires sont en net recul (-32,1% à 118 Md€) tandis que les plus-values latentes actions s'accroissent substantiellement (+49,5% à 114 Md€). La composante immobilière contribue également positivement, mais dans une moindre mesure (+8,3% à 38 Md€). Les pertes latentes sur les actions enregistrées en 2020 sont ainsi totalement effacées.

## PLACEMENTS DES ENTREPRISES D'ASSURANCE

	Fin 2020	Fin 2021	Variation
<b>Ensemble</b>	<b>2 674</b>	<b>2 757</b>	<b>+3,1 %</b>
Dont plus-values latentes	285	270	-5,2 %
<b>Dont entreprises vie/mixte</b>	<b>2 423</b>	<b>2 484</b>	<b>+2,5 %</b>
Dont placements des contrats UC	429	504	+17,3 %
Dont plus-values latentes	241	218	-9,7 %
<b>Dont entreprises non-vie</b>	<b>251</b>	<b>272</b>	<b>+8,7 %</b>
Dont plus-values latentes	44	52	+19,3 %

Sources : États FR05.01, France Assureurs.

1. Dans le référentiel français. Pour des raisons de périmètre et de méthode de valorisation spécifique, la valeur de réalisation retenue dans le cadre du reporting S2 est différente, estimée à 2 743 Md€.

2. Outre les 490 Md€ correspondant aux affaires directes en France, le montant indiqué représente également l'activité des succursales et les acceptations.

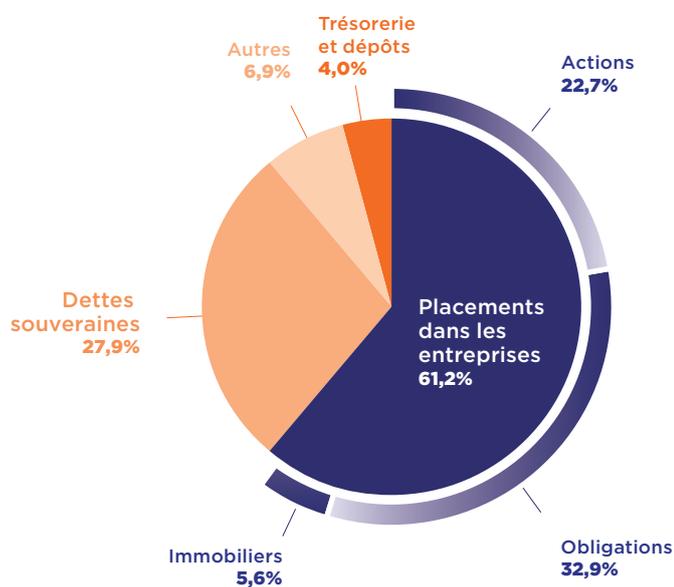
Directement ou indirectement à travers des Organismes de placements collectifs (OPC), 61 % des placements (soit 1 677 Md€) financent des entreprises (23 % d'actions, 33 % d'obligations et 6 % d'immobiliers d'entreprises).

En 2021, les assureurs se sont très nettement orientés vers les actifs les plus dynamiques, notamment les fonds à allocation d'actifs et les actions. Le soutien aux entreprises et à l'innovation a été particulièrement marqué en 2021. Le secteur de l'assurance a ainsi accompagné la reprise *via* une hausse des investissements

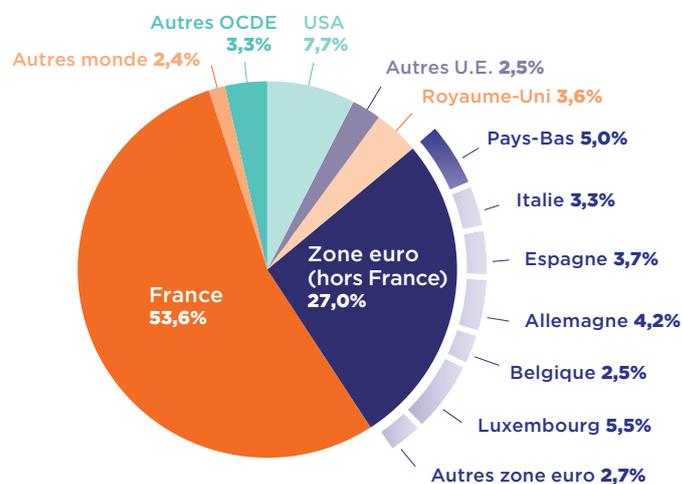
auprès des PME/ETI de 19%, portant le total des investissements à 111 Md€ en 2021, mais également par un engagement réaffirmé pour l'innovation (+31 %, à 32 Md€ de capital-investissement) et dans les infrastructures (+31 %, à 60 Md€).

En revanche, les investisseurs ont réduit la quantité de titres de dette détenus, et particulièrement d'entreprises. Les investissements en dettes souveraines représentent 28% des encours, dont 469 Md€ de dettes d'administrations publiques françaises.

Répartition par nature des placements



Répartition géographique des placements



Source : France Assureurs.

## Les résultats

En 2021, les résultats des entreprises d'assurance atteignent 11,2 Md€ en 2021, après 9,2 Md€ en 2020. Ils retrouvent ainsi le niveau de 2019, à la faveur d'une progression des résultats des entreprises non-vie (+1,3 Md€) et des entreprises vie et mixte (+0,7 Md€).

**Pour l'ensemble des entreprises d'assurance non-vie**, le résultat net s'établit à 4,6 Md€ en 2021. La progression (+1,3 Md€) provient des résultats techniques qui enregistrent une hausse de +1,7 Md€. À l'exception de l'automobile, le résultat technique des branches touchées par la pandémie de Covid-19 s'améliore : +1,5 Md€ pour les dommages aux biens des professionnels, +0,2 Md€ pour les pertes pécuniaires diverses et +0,3 Md€ pour la santé-prévoyance des entreprises d'assurance non-vie. En revanche, pour les autres branches, les résultats techniques

sont en baisse : -0,5 Md€ pour la branche automobile, -0,5 Md€ pour les dommages aux biens des particuliers et -0,3 Md€ en assurance construction. En parallèle, les résultats financiers alloués aux fonds propres progressent de +0,2 Md€. En raison de ces améliorations, l'impôt sur les sociétés s'accroît de +0,7 Md€ et s'établit à 1,9 Md€.

**Pour les entreprises d'assurance vie et mixte**, le résultat net s'établit à 6,6 Md€ (+0,7 Md€). La progression concerne en particulier les activités de dommages corporels (+0,5 Md€). En vie, les branches retraite (Plan d'épargne retraite populaire (PERP) et Plan d'épargne retraite, dont L441 et RPS) et l'assurance vie en UC voient leur résultat technique s'améliorer (respectivement +0,5 Md€ et +0,2 Md€). *A contrario*, le résultat technique de l'assurance vie en euro se dégrade (-0,4 Md€).

	En Md€		
Résultats	2020	2021	Variation
<b>Sociétés non-vie</b>	<b>3,30</b>	<b>4,63</b>	<b>+40,3 %</b>
- Résultat technique	3,85	5,56	+44,3 %
- Résultat financier alloué aux fonds propres	1,33	1,56	+17,3 %
- Résultat non technique	-1,88	-2,49	+32,3 %
<b>Sociétés vie/mixtes</b>	<b>5,91</b>	<b>6,61</b>	<b>+11,8 %</b>
- Résultat technique	6,97	7,53	+8,0 %
- Résultat financier alloué aux fonds propres	1,35	1,38	+2,0 %
- Résultat non technique	-2,42	-2,30	-4,7 %
<b>Ensemble France</b>	<b>9,21</b>	<b>11,24</b>	<b>+22,0 %</b>

Sources : États FR03.01,FR03.02,FR03.03, France Assureurs.

La rentabilité nette(1) du secteur s'établit à 7,4% en 2021 (après 6,3% en 2020). Elle reste inférieure à son niveau d'avant crise (7,9% en 2019).

## La solvabilité des entreprises

Mesurée dans le référentiel Solvabilité 2, la solvabilité des entreprises d'assurance françaises s'est améliorée au cours de l'exercice, en particulier en assurance vie. Ainsi, le ratio pondéré moyen de solvabilité (fonds propres/capital de solvabilité requis [SCR]) sur base individuelle est passé entre fin 2020 et fin 2021 de 224% à 242% en assurance vie et de 262% à 264% en assurance non-vie. La bonne dynamique des marchés financiers sur l'année, en particulier des marchés boursiers, contribue positivement au niveau des fonds propres en couverture de la marge de solvabilité

(+12,8% et +11,4% pour les entreprises d'assurance non-vie et vie respectivement). Elle accroît en parallèle le risque de marché. Après prise en compte des autres risques et effet d'absorption, le SCR s'accroît de +11,6% et +2,8% pour les entreprises d'assurance non-vie et vie respectivement.

La qualité des fonds propres disponibles demeure particulièrement élevée : les fonds propres classés en Tier 1 atteignent 89% pour les entreprises vie/mixte et 95% pour les entreprises non-vie.

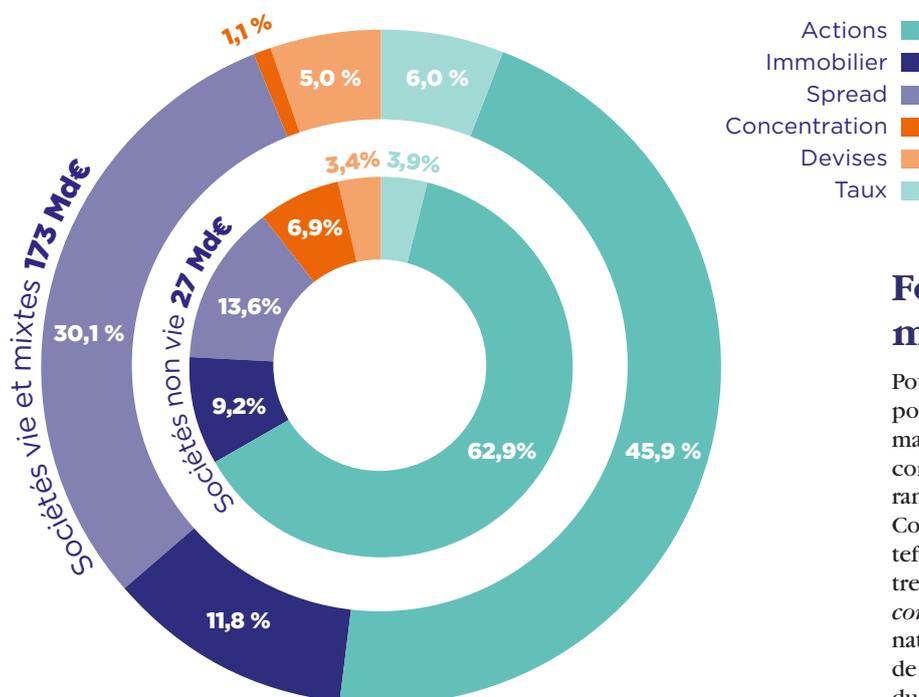
1. Résultat rapporté aux fonds propres.

## ÉLÉMENTS DE SOLVABILITÉ DES ENTREPRISES

	En Md€		
	2020	2021	Variation
<b>Ratio de solvabilité des entreprises vie et mixtes</b>	<b>224 %</b>	<b>242 %</b>	<b>+18,7 points de pourcentage</b>
Fonds propres éligibles	202,3	225,3	11,4 %
SCR	90,4	92,9	2,8 %
- Dont entreprises en formule standard	73,2	78,6	7,3 %
- Dont entreprises en modèles internes	17,2	14,4	-16,4 %
<b>Ratio de solvabilité des entreprises non-vie</b>	<b>262 %</b>	<b>264 %</b>	<b>+2,8 points de pourcentage</b>
Fonds propres éligibles	122,3	138,0	12,8 %
SCR	46,8	52,2	11,6 %
- Dont entreprises en formule standard	32,7	38,2	16,7 %
- Dont entreprises en modèles internes	14,0	14,0	-0,3 %

Sources : États réglementaires S23 et S25 des entreprises.

## Décomposition du risque de marché à fin 2021



## Focus sur le risque de marché

Pour les acteurs qui utilisent la formule standard pour calculer leur SCR, le module « risque de marché » est particulièrement déterminant. Il contribue à 82 % de la mesure du SCR en assurance vie et à 51 % en assurance non-vie.

Compte tenu de la composition des portefeuilles d'actifs, ce sont les actifs des entreprises (actions et *spread* des obligations *corporate*) qui pèsent le plus dans la détermination du risque de marché. Par ailleurs, du fait de la dynamique des marchés en 2021, la part du risque Actions est en nette hausse.

**Note de lecture :** le risque de marché (avant effets de diversification) est évalué à 27 Md€ pour les entreprises non-vie en formule standard. La détention d'actions représente 62,9 % de ce risque de marché.

# L'activité des assureurs français à l'international

En 2021, le chiffre d'affaires à l'étranger de l'assurance et de la réassurance françaises est en hausse de +4,9%, s'établissant à 130,2 Md€. Cette hausse provient principalement de l'activité en Union européenne (+7,1%), en Asie (+7,3%) et en Amérique latine (+7,2%). L'activité mondiale des entreprises d'assurance françaises apparaît ainsi durablement affectée par la crise, car le chiffre d'affaires reste inférieur de plus de 7 Md€ par rapport à 2019.

La décomposition des cotisations à l'étranger est la suivante : 50,2 Md€ pour l'activité non-vie (soit 39%), 59,3 Md€ pour l'activité vie (soit 46%) et le reliquat en réassurance (16%). La hausse observée provient essentiellement de l'assurance vie (+13%), un niveau sensiblement supérieur à la dynamique du marché mondial (+9% pour l'assurance vie en dollars). L'activité non-vie des sociétés françaises à l'étranger est en léger recul (-1,4%), sous l'effet des baisses enregistrées en Europe (-1,1%) et en Asie (-10,0%), légèrement compensées par la hausse sur le marché nord-américain (+2,9%).

## RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ÉTRANGER DES ASSUREURS FRANÇAIS

Zone d'activité	2020	2021	Part	Évolution
	En Md€	En Md€		
<b>Ensemble</b>	<b>124,1</b>	<b>130,2</b>	<b>100,0 %</b>	<b>4,9 %</b>
Union européenne + Royaume-Uni (hors France)	62,4	66,8	51,3 %	7,1 %
Italie	19,7	20,6	15,8 %	4,8 %
Allemagne	13,6	13,5	10,3 %	-1,0 %
Royaume-Uni	8,6	8,7	6,7 %	0,9 %
Luxembourg	6,2	10,0	7,7 %	60,9 %
Espagne	3,9	3,9	3,0 %	-1,2 %
Belgique	3,7	3,9	3,0 %	4,9 %
Irlande	3,0	3,0	2,3 %	0,4 %
Pologne	0,7	0,4	0,3 %	-43,0 %
Hongrie	0,4	0,4	0,3 %	-0,8 %
Autres	2,4	2,5	1,9 %	4,2 %
Amérique du Nord	25,7	25,8	19,8 %	0,5 %
Asie	17,1	18,4	14,1 %	7,3 %
Europe (hors UE)	7,6	7,4	5,7 %	-2,0 %
Amérique latine	9,1	9,8	7,5 %	7,2 %
Afrique et Proche-Orient	1,8	1,6	1,2 %	-11,9 %
Océanie	0,4	0,4	0,3 %	11,1 %

Source : France Assureurs.

En Europe, le chiffre d'affaires augmente en 2021 (+10,5%). Parmi les principaux marchés européens, l'Irlande (+26,5%) et la

France (+18,0%) enregistrent les plus fortes hausses, suivies par le Royaume-Uni (+12,4%), l'Allemagne (+2,0%) et l'Italie (+7,4%).

### PART DE MARCHÉ DES PRINCIPAUX PAYS DE L'UE EN 2021 ET DU ROYAUME-UNI

Pays	2020	2021	Part	Évolution
	En Md€	En Md€		
<b>Union européenne + Royaume-Uni</b>	<b>1 299,0</b>	<b>1 436,0</b>	<b>100 %</b>	<b>+10,5 %</b>
Royaume-Uni	299,6	336,9	23 %	+12,4 %
France (données France Assureurs)	202,0	238,4	17 %	+18,0 %
Allemagne	228,1	232,7	16 %	+2,0 %
Italie	151,3	162,4	11 %	+7,4 %
Pays-Bas	77,1	78,5	5 %	+1,8 %
Espagne	58,9	62,1	4 %	+5,4 %
Irlande	43,2	54,6	4 %	+26,5 %
Autres	238,8	270,4	19 %	+13,2 %

Sources : France Assureurs (données France), Swiss Re.

# CAHIER STATISTIQUE



# SOMMAIRE

<b>Les données techniques</b> .....	43
LES COTISATIONS .....	43
LES PRESTATIONS .....	46
<b>Les données comptables</b> .....	47
L'ENSEMBLE DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE .....	47
LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE VIE ET MIXTES .....	48
LES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE NON-VIE .....	50
<b>Les effectifs de l'assurance</b> .....	52
LES EFFECTIFS SALARIÉS DE LA PROFESSION DE L'ASSURANCE .....	52
LES EFFECTIFS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE .....	52
<b>L'environnement économique et financier</b> .....	53
LES FLUX DE PLACEMENTS FINANCIERS DES MÉNAGES .....	53
L'ENCOURS DES PLACEMENTS FINANCIERS DES MÉNAGES .....	53
LES MARCHÉS FINANCIERS .....	53

# Les données techniques

## Les cotisations

### ENSEMBLE DES COTISATIONS

Affaires directes

	En Md€					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Assurances de personnes	155,4	157,1	163,4	169,4	141,8	175,2
Assurances de biens et de responsabilité	53,3	54,6	56,2	58,7	60,2	63,2
<b>Total</b>	<b>208,7</b>	<b>211,7</b>	<b>219,6</b>	<b>228,1</b>	<b>202,0</b>	<b>238,4</b>

### LES COTISATIONS EN ASSURANCES DE PERSONNES<sup>1</sup>

Affaires directes

	En Md€					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Les assurances en cas de vie et les contrats de capitalisation</b>	<b>122,6</b>	<b>122,9</b>	<b>127,5</b>	<b>131,8</b>	<b>103,7</b>	<b>135,3</b>
Les assurances en cas de vie	115,3	115,8	118,3	121,3	96,9	125,7
– Contrats à adhésion individuelle	108,9	109,6	112,3	112,0	91,4	119,8
– Contrats collectifs	6,4	6,2	6,1	9,3	5,5	5,9
Les contrats de capitalisation	7,3	7,2	9,2	10,5	6,7	9,6
<b>Les assurances en cas de décès, de maladie ou d'accidents</b>	<b>32,8</b>	<b>34,2</b>	<b>35,8</b>	<b>37,5</b>	<b>38,1</b>	<b>40,0</b>
Les assurances en cas de décès	11,3	11,7	12,2	12,7	12,7	13,4
– Contrats à adhésion individuelle	4,3	4,4	4,6	4,7	4,7	4,9
– Contrats collectifs	7,0	7,3	7,6	8,1	8,0	8,4
Les assurances maladie et accidents corporels	21,5	22,5	23,7	24,8	25,4	26,6
– Contrats à adhésion individuelle	10,8	11,0	11,4	11,9	12,3	12,8
– Contrats collectifs	10,7	11,5	12,2	12,9	13,1	13,8
<b>Total</b>	<b>155,4</b>	<b>157,1</b>	<b>163,4</b>	<b>169,4</b>	<b>141,8</b>	<b>175,2</b>
<b>Part en % de l'ensemble du marché</b>	<b>74,5</b>	<b>74,2</b>	<b>74,4</b>	<b>74,3</b>	<b>70,2</b>	<b>73,5</b>

### Les assurances en cas de vie et les contrats de capitalisation

Supports en unités de compte <sup>2</sup>	28,1	38,4	38,8	40,1	40,5	57,9
Supports en euros	94,6	84,5	88,7	91,8	63,2	77,4

1. Les assurances de personnes comprennent les assurances en cas de vie et en cas de décès, les contrats de capitalisation et les assurances de dommages corporels (assurances en cas de maladie ou d'accident corporel autre qu'automobile. Ces derniers figurent dans les états comptables des sociétés d'assurances de dommages).

2. Y compris les supports eurocroissance.

## LES COTISATIONS EN ASSURANCES DE BIENS ET DE RESPONSABILITÉ

Affaires directes

	En Md€					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Automobile	20,8	21,4	22,1	22,8	23,5	24,1
Dommages aux biens						
- Particuliers	10,2	10,5	10,8	11,3	11,7	12,1
- Professionnels et agricoles	7,6	7,6	7,9	8,2	8,2	8,7
Transports	0,9	0,9	0,9	1,1	1,1	1,3
Responsabilité civile générale	3,6	3,6	3,7	3,9	3,8	4,3
Construction	2,1	2,1	2,2	2,3	2,3	2,6
Catastrophes naturelles	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7	1,8
Divers (crédits, protection juridique, assistance)	6,5	6,8	7,0	7,5	7,9	8,3
<b>Total</b>	<b>53,3</b>	<b>54,6</b>	<b>56,2</b>	<b>58,7</b>	<b>60,2</b>	<b>63,2</b>
<b>Part en % de l'ensemble du marché</b>	<b>25,5</b>	<b>25,8</b>	<b>25,6</b>	<b>25,7</b>	<b>29,8</b>	<b>26,5</b>

## LES COTISATIONS SELON LE MODE DE DISTRIBUTION

	En %					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés vie et mixtes <sup>1</sup>						
- Réseaux de bancassurance	65	64	65	64	62	63
- Agents généraux	6	6	6	6	6	6
- Courtiers	11	11	11	12	13	13
- Salariés	15	15	14	14	15	14
- Autres modes	3	4	4	4	4	4
Sociétés non-vie <sup>2</sup>						
- Réseaux de bancassurance	14	15	15	18	18	20
- Agents généraux	33	31	31	25	25	26
- Courtiers	17	17	17	22	22	21
- Salariés et sociétés sans intermédiaires	34	35	35	32	32	31
- Autres modes	2	2	2	3	3	2

1. Hors dommages corporels.

2. Jusqu'en 2018, calcul effectué à partir du mode de distribution principal de l'entreprise. À partir de 2019, exploitation d'une enquête dédiée et inclusion des succursales d'assurance dont le mode de distribution est essentiellement des courtiers.

## LA PART DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES DANS LES COTISATIONS

	2016	2017	2018	2019	2020	2021 <sup>1</sup>
	En %					
<b>Ensemble des sociétés</b>						
- Succursales	1,9	1,9	1,7	1,5	1,7	1,7
- Filiales	16,9	17,5	17,4	18,1	18,7	15,9
- Ensemble	18,8	19,4	19,1	19,6	20,5	17,6
<b>Sociétés vie et mixtes</b>						
- Succursales	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2	0,1
- Filiales	16,5	17,3	17,1	18,0	18,5	15,0
- Ensemble	16,8	17,6	17,3	18,1	18,6	15,1
<b>Sociétés non-vie</b>						
- Succursales	5,7	5,4	5,1	4,7	4,6	5,1
- Filiales	17,9	17,9	17,9	18,4	19,2	17,9
- Ensemble	23,6	23,3	23,1	23,0	23,8	23

1. Rachat d'Aviva par Aéma Groupe.

## LE CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL

		2016	2017	2018	2019	2020	2021
Sociétés vie et mixtes	Md€	176,8	167,8	174,7	184,6	151,5	186,9
	Variation	7,3 %	-5,1 %	4,1 %	5,7 %	-17,5 %	23,4 %
Sociétés non-vie	Md€	75,1	78,7	80,6	87,2	87,1	92,9
	Variation	1,5 %	4,8 %	2,5 %	8,2 %	-0,2 %	6,7 %
Ensemble des sociétés agréées <sup>1</sup>	Md€	251,9	246,5	255,3	271,8	238,6	279,8
	Variation	5,5 %	-2,1 %	3,6 %	6,5 %	-12,2 %	17,3 %
Filiales d'assurance à l'étranger	Md€	95,4	95,2	105,5	112,8	101,0	106,8
	Variation	-0,3 %	-0,2 %	10,8 %	6,9 %	-10,4 %	5,7 %
Sociétés de réassurance et filiales	Md€	23,8	27,0	26,9	26,6	26,8	31,8
	Variation	-27,9 %	13,4 %	-0,4 %	-1,0 %	0,7 %	18,5 %
<b>Chiffre d'affaires mondial</b>	<b>Md€</b>	<b>371,1</b>	<b>368,7</b>	<b>387,7</b>	<b>411,3</b>	<b>366,5</b>	<b>418,4</b>
	<b>Variation</b>	<b>1,0 %</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>5,2 %</b>	<b>6,1 %</b>	<b>-10,9 %</b>	<b>14,2 %</b>

1. Ce chiffre d'affaires inclut les affaires directes, les acceptations en réassurance et l'activité en libre prestation de services (LPS) ou des succursales.

## Les prestations

### ENSEMBLE DES PRESTATIONS

Affaires directes

	En Md€					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Assurances de personnes	133,7	143,3	135,8	141,6	138,9	146,8
Assurances de biens et de responsabilité <sup>1</sup>	38,5	39,1	39,2	42,1	43,2	43,7
<b>Total</b>	<b>172,2</b>	<b>182,5</b>	<b>174,9</b>	<b>183,7</b>	<b>182,1</b>	<b>190,6</b>

1. Prestations et frais payés au cours de l'exercice comptable et dotation aux provisions pour sinistres à payer, quelle que soit la date de survenance des sinistres

### LES PRESTATIONS EN ASSURANCES DE PERSONNES

Affaires directes

	En Md€					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Assurances en cas de vie et contrats de capitalisation	112,4	121,9	113,6	118,0	114,0	121,4
Assurances en cas de décès	4,5	4,4	4,7	4,7	4,7	4,9
Maladie et accidents corporels <sup>2</sup>	16,8	17,0	17,6	18,9	20,1	20,6
<b>Total</b>	<b>133,7</b>	<b>143,3</b>	<b>135,8</b>	<b>141,6</b>	<b>138,9</b>	<b>146,8</b>

2. Prestations et frais payés au cours de l'exercice comptable et dotation aux provisions pour sinistres à payer, quelle que soit la date de survenance des sinistres

### LES PRESTATIONS<sup>3</sup> EN ASSURANCES DE BIENS ET DE RESPONSABILITÉ

Affaires directes

	En Md€					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Automobile	17,8	17,5	17,6	18,7	17,5	18,9
Dommages aux biens						
- Particuliers	6,5	7,0	7,6	7,8	7,4	8,2
- Professionnels et agricoles	4,8	4,3	4,9	5,5	8,1	6,3
Transports	0,6	0,3	0,4	0,7	0,7	0,7
Responsabilité civile générale	2,8	2,5	2,6	2,7	2,3	2,4
Construction	1,9	1,8	1,6	1,6	1,9	2,7
Catastrophes naturelles	1,3	2,9	1,5	2,2	2,1	1,3
Divers (crédit, protection juridique, assistance)	2,8	2,8	2,9	3,1	3,2	3,1
<b>Total</b>	<b>38,5</b>	<b>39,1</b>	<b>39,2</b>	<b>42,1</b>	<b>43,2</b>	<b>43,7</b>

3. Prestations et frais payés au cours de l'exercice comptable et dotation aux provisions pour sinistres à payer, quelle que soit la date de survenance des sinistres





## LES RÉSULTATS

	En Md€					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Compte technique vie</b>						
Cotisations <sup>1</sup>	138,6	140,8	147,5	153,6	122,4	155,2
Produits nets des placements <sup>2</sup>	45,6	46,1	43,0	43,3	35,6	38,8
Ajustement Acav	7,9	18,1	-30,4	49,3	6,7	43,8
Autres produits techniques	1,6	1,5	1,6	1,7	1,7	2,0
<b>Sous-total A</b>	<b>193,7</b>	<b>206,6</b>	<b>161,7</b>	<b>247,9</b>	<b>166,4</b>	<b>239,7</b>
Charges des sinistres	99,5	131,6	120,7	125,1	126,8	131,4
Charges des provisions techniques	34,1	15,1	-17,4	64,4	-12,7	53,2
Participation aux résultats	37,6	37,3	34,3	32,9	27,8	29,4
Frais d'acquisition et d'administration	13,9	14,3	14,7	15,5	15,8	16,9
Autres charges techniques	1,3	1,1	1,2	1,3	1,2	1,3
<b>Sous-total B</b>	<b>186,3</b>	<b>199,3</b>	<b>153,4</b>	<b>239,2</b>	<b>158,9</b>	<b>232,1</b>
<b>Résultat technique A-B</b>	<b>7,4</b>	<b>7,2</b>	<b>8,2</b>	<b>8,7</b>	<b>7,5</b>	<b>7,6</b>
<b>Résultat technique non-vie<sup>3</sup></b>	<b>-0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,1</b>
<b>Compte non technique</b>						
Produits des placements alloués	1,6	1,7	1,8	1,6	1,4	1,4
Autres éléments du compte non technique	-2,1	-2,7	-2,8	-3,1	-2,4	-2,3
<b>Résultat net comptable</b>	<b>6,6</b>	<b>6,4</b>	<b>7,5</b>	<b>7,3</b>	<b>5,9</b>	<b>6,6</b>

1. Opérations nettes de réassurance.

2. Y compris les plus-values réalisées sur cessions d'actifs (nettes de moins-values) moins les produits des placements transférés au compte non technique.

3. Activités en dommages corporels des sociétés mixtes.



## LES RÉSULTATS

	En Md€					
	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Compte technique</b>						
Cotisations acquises <sup>1</sup>	57,7	62,1	62,8	66,0	65,2	69,1
Produits des placements alloués	3,4	3,9	3,8	3,4	2,7	3,2
Autres produits techniques	0,7	0,7	0,9	0,8	0,8	0,9
<b>Sous-total A</b>	<b>61,8</b>	<b>66,7</b>	<b>67,6</b>	<b>70,2</b>	<b>68,7</b>	<b>73,1</b>
Charges des sinistres <sup>2</sup>	42,4	44,6	44,7	46,8	46,5	48,4
Frais d'acquisition et d'administration	13,9	14,9	15,0	16,5	16,3	17,0
Autres charges techniques	1,7	1,9	2,1	2,0	2,1	2,1
<b>Sous-total B</b>	<b>58,0</b>	<b>61,4</b>	<b>61,8</b>	<b>65,3</b>	<b>64,9</b>	<b>67,6</b>
<b>Résultat technique A-B</b>	<b>3,8</b>	<b>5,3</b>	<b>5,8</b>	<b>4,9</b>	<b>3,9</b>	<b>5,6</b>
<b>Compte non technique</b>						
Produits nets des placements <sup>3</sup>	1,3	1,7	1,7	1,7	1,3	1,6
Autres éléments du compte non technique	-1,9	-2,7	-2,2	-2,7	-1,9	-2,5
<b>Résultat net comptable</b>	<b>3,2</b>	<b>4,2</b>	<b>5,3</b>	<b>3,9</b>	<b>3,3</b>	<b>4,6</b>

1. Opérations nettes de réassurance.

2. Y compris les dotations aux provisions techniques.

3. Y compris les plus-values réalisées sur cessions d'actifs (nettes de moins-values) moins les produits des placements transférés au compte technique.

# Les effectifs de l'assurance

## Les effectifs salariés de la profession de l'assurance

Source : Acofs.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Ensemble</b>	<b>249 323</b>	<b>249 137</b>	<b>250 562</b>	<b>253 706</b>	<b>250 188</b>	<b>254 042</b>
Assurance (code 65 de la NAF)	155 107	154 504	153 631	153 736	151 400	154 248
Activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite (code 66.2 de la NAF)	94 216	94 633	96 931	99 970	98 788	99 794
- Dont évaluation des risques et dommages (code 66.21Z de la NAF)	9 898	10 313	10 993	11 495	11 825	12 256
- Dont activités des agents et courtiers d'assurance (code 66.22Z de la NAF)	73 705	73 922	75 451	76 624	75 525	76 108
- Dont autres activités auxiliaires d'assurance et de caisses de retraite (code 66.29Z de la NAF)	10 613	10 398	10 487	11 851	11 438	11 430

## Les effectifs des sociétés d'assurance<sup>1</sup>

Source : France Assureurs.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Effectif total</b>	<b>146 200</b>	<b>146 800</b>	<b>148 600</b>	<b>147 738</b>	<b>150 222</b>	<b>153 345</b>
- Dont administratifs	131 500	132 600	134 900	134 957	136 790	139 991
- Dont commerciaux itinérants	14 700	14 200	13 700	12 781	13 432	13 354
<b>Part des femmes</b>	<b>60,4 %</b>	<b>60,6 %</b>	<b>60,7 %</b>	<b>60,4 %</b>	<b>60,4 %</b>	<b>60,7 %</b>
- Dont administratifs	63,4 %	63,4 %	63,4 %	62,7 %	62,8 %	63,0 %
- Dont commerciaux itinérants	33,3 %	34,1 %	34,1 %	35,2 %	35,9 %	36,7 %
<b>Part des cadres</b>	<b>47,6 %</b>	<b>48,4 %</b>	<b>49,6 %</b>	<b>50,3 %</b>	<b>51,3 %</b>	<b>52,3 %</b>
- Dont administratifs	49,0 %	49,7 %	50,8 %	51,6 %	52,5 %	53,2 %
- Dont commerciaux itinérants	35,4 %	36,4 %	38,4 %	36,7 %	39,5 %	42,9 %

1. Les salariés recensés ici sont ceux qui travaillent pour des organismes appliquant les conventions collectives nationales de l'assurance dans les sociétés d'assurance ou de réassurance, dans les succursales adhérentes à France Assureurs ou encore dans les organismes satellites en lien avec l'assurance.

# L'environnement économique et financier

## LES FLUX DE PLACEMENTS FINANCIERS DES MÉNAGES

Source : Banque de France.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Total (en Md€)</b>	<b>77,0</b>	<b>100,3</b>	<b>110,3</b>	<b>106,6</b>	<b>195,2</b>	<b>163,5</b>
Variation en %	-37,3 %	30,3 %	10,0 %	-3,4 %	83,2 %	-16,2 %
<b>Répartition en milliards d'euros</b>						
Assurance Vie	40,4	31,5	35,5	36,6	3,8	34,5
Principaux placements <sup>1</sup>	48,0	61,6	58,1	74,0	139,8	98,5
Titres	-18,0	-1,8	8,1	-14,4	34,2	14,4
Autres placements <sup>2</sup>	6,6	9,0	8,6	10,4	17,4	16,1

1. Dépôts, Livret A, LDDS, livrets bancaires, LEP, LJ, CEL, PEL, PEP.

2. billets et pièces, créances d'assurance non-vie, crédits, ICNE, dépôts et cautionnements divers.

## L'ENCOURS DES PLACEMENTS FINANCIERS DES MÉNAGES

Source : Banque de France.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Total (en Md€)</b>	<b>4 813,0</b>	<b>5 033,4</b>	<b>4 964,1</b>	<b>5 430,3</b>	<b>5 668,8</b>	<b>6 024,3</b>
Variation en %	5,6 %	4,6 %	-1,4 %	9,4 %	4,4 %	6,3 %
<b>Répartition en milliards d'euros</b>						
Assurance Vie	1 905,4	1 932,7	1 913,0	2 080,2	2 136,8	2 161,5
Principaux placements <sup>1</sup>	1 450,2	1 574,6	1 457,4	1 667,8	1 692,8	1 912,2
Titres	1 256,1	1 316,9	1 379,0	1 453,8	1 592,7	1 691,9
Autres placements <sup>2</sup>	201,2	209,2	214,8	228,6	246,5	258,7

1. Dépôts, Livret A, LDDS, livrets bancaires, LEP, LJ, CEL, PEL, PEP.

2. billets et pièces, créances d'assurance non-vie, crédits, ICNE, dépôts et cautionnements divers.

## LES MARCHÉS FINANCIERS

Source : Banque de France.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Taux du marché monétaire <sup>1</sup> Eonia	-0,3	-0,4	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5
Taux à 3 mois <sup>1</sup> Euribor	-0,3	-0,3	-0,3	-0,4	-0,4	-0,5
Taux de rendement des emprunts d'État à long terme <sup>1</sup> TME	0,5	0,8	0,8	0,2	-0,1	0,0
Indice du cours des actions françaises <sup>2</sup> CAC 40	4 862,3	5 312,6	4 730,7	5 978,1	5 551,4	7 153,0
Indice du cours des actions européennes <sup>2</sup> EuroStoxx 50	3 290,5	3 504,0	3 001,4	3 745,2	3 552,6	4 298,4

1. Moyenne sur l'année.

2. Dernière valeur de l'année.

# Protection sociale des Français, transitions écologique et numérique, relance économique

**DÉCOUVREZ** LES LIVRES BLANCS  
DE FRANCE ASSUREURS,



**PRENEZ CONNAISSANCE** DES NOTES DE POSITION  
DE FRANCE ASSUREURS,

**REGARDEZ** LES VIDÉOS DE NOS « DÉCRYPTEURS »,  
L'ÉQUIPE DE SPÉCIALISTES RÉUNIE PAR FRANCE ASSUREURS  
POUR DÉCODER LES ENJEUX D'ACTUALITÉ.

Rendez-vous sur [franceassureurs.fr](https://franceassureurs.fr)



26, boulevard Haussmann  
75009 Paris

Rue du Champ de Mars 23  
1050 Ixelles  
Bruxelles-Capitale

**franceassureurs.fr**

 @FranceAssureurs